



HAL
open science

Actes du premier séminaire du RITA Guyane, 2012

Marie-Béatrice Galan, Jean-Marc Thévenin, Claude Pavis, Jorge Sierra, Christophe Mittenbuller, Damien Laplace, Régis Tournebize, Jean Guyot, Christophe Bugaud, Laurent Parrot, et al.

► **To cite this version:**

Marie-Béatrice Galan, Jean-Marc Thévenin, Claude Pavis, Jorge Sierra, Christophe Mittenbuller, et al.. Actes du premier séminaire du RITA Guyane, 2012. Séminaire RITA Guyane, Jun 2012, Kourou, Guyane, France. 68 p., 2012. hal-02802672

HAL Id: hal-02802672

<https://hal.inrae.fr/hal-02802672v1>

Submitted on 5 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Actes du premier séminaire du RITA de Guyane

Kourou, le 11 juin 2012



Table des matières

A. Introduction.....	3
B. Synthèse des interventions et des discussions	5
B.1 Introduction –J.-M. Thévenin (CIRAD).....	5
B.2 Cadre national des RITA – J. Champagne (ACTA).....	5
B.3 Synthèse des visites – C. Mittenbuhler et C. Pavis.....	6
B.4 Atelier « Gestion de la fertilité des sols » – M-B Galan & J. Sierra.....	7
B.5. Atelier « Systèmes de culture et Itinéraires techniques mobilisant des méthodes alternatives aux intrants chimiques » – J. Guyot & R Tournebize.....	8
B.6 Ateliers « Production et diffusion de matériel sain, et introduction de nouvelles variétés / Evaluation variétale » – H. Vannière & H Chair.....	10
B.7 Atelier « Gestion et diffusion des connaissances »– C. Mittenbuhler & C Pavis.....	12
B.8. Atelier «Innover en matière de nouveaux débouchés pour accroître les revenus des exploitations » – L. Parrot, C. Bugaut & E Le Bihan.....	13
C. Expression libre de la salle sur les priorités d’actions dans les 2 années à venir.....	15
D. Conclusion du séminaire J.-M. Deboin (CIRAD) et Xavier Vant (DAAF).....	17
Annexes.....	18
Annexe 1 : Liste des participants au séminaire.....	19
Annexe 2 : Diaporamas de la journée de séminaire.....	21
Annexe 3 : Compte-rendu de l’atelier « Production et diffusion de matériel végétal sain et introductions de nouvelles variétés ».....	45
Annexe 4 : Compte-rendu de l’atelier « Evaluation variétale ».....	50
Annexe 5 : Compte-rendu de l’atelier « Gestion de la fertilité et durabilité des sols productifs ».....	53
Annexe 6 : Compte-rendu de l’atelier « Gestion des connaissances et des informations ».....	56
Annexe 7 : Compte-rendu de l’atelier « Systèmes de culture et itinéraires techniques mobilisant des méthodes alternatives à la lutte chimique ».....	59
Annexe 8 : Compte-rendu de l’atelier « innover afin d’accroître les revenus des exploitations en production végétale en créant de nouveaux débouchés ».....	62
Annexe 9 : Synthèse des visites de terrain.....	65
Annexe 10 : Liste des membres de la mission RITA végétal juin 2012 : CIRAD, INRA, DAAF.....	66

A. Introduction

Suite aux Etats Généraux de l'Outre-Mer de 2009, le Comité Interministériel de l'Outre-Mer (CIOM) avait souligné la nécessité de mettre en place des Instituts Techniques dans les DOM, pour répondre aux besoins d'acquisition de références et d'appui technique des producteurs agricoles.

Deux missions d'expertise ont été réalisées par l'ACTA et le CIRAD en 2010 et 2011 et ont débouché sur la décision par le Ministère de l'Agriculture de mettre en place, pour chaque DOM, un **Réseau d'Innovation Technique et de Transfert Agricole (RITA)** plutôt que la création d'un nouvel Institut Technique unique. Ce réseau doit correspondre à la mobilisation et à la coordination des différents acteurs (Instituts de Recherche, Chambre d'Agriculture, Centre de formation, Organisations professionnelles comme les FREDON et les GDS, Organismes régionaux d'expérimentations et de R&D, Centres Techniques existants et/ou nouvellement créés dans le domaine agricole et agroalimentaire).

Pour le secteur de l'élevage, les professionnels des Antilles et de la Guyane se sont regroupés pour créer IKARE¹, entité qui a vocation à être l'Institut technique de l'élevage pour ces 3 départements.

En Guyane, en l'absence d'une proposition mûre mi-2011 émanant de la profession agricole dans le secteur végétal, le Ministère a demandé au CIRAD de Guyane de porter une « plateforme végétale » qui mobilisera tous les acteurs agricoles locaux, en vue de la construction participative du réseau de recherche-développement des filières fruits, légumes et productions vivrières, dans les 2 prochaines années.

La DAAF et le CIRAD ont travaillé entre octobre et mai 2011 à l'identification des travaux et documents existants pouvant alimenter le diagnostic des besoins techniques des filières de production végétale dans le département. Des contacts ont aussi été pris avec les chercheurs du CIRAD Montpellier et de l'INRA Antilles-Guyane en lien avec les sujets diagnostiqués, afin d'identifier les personnes compétentes dans ces domaines de recherche et développement.

Parmi l'ensemble des besoins des agriculteurs, mis en lumière depuis la mise en place du plan ECOPHYTO-DOM en 2008 et les Etats Généraux de 2009, les sujets techniques sont nombreux et ne pourront pas être tous traités immédiatement. Le choix des axes prioritaires du RITA doit être cohérent avec les orientations de politique agricole locale et les priorités nationales du CIOM et s'inscrire dans la stratégie de développement endogène. Les actions du RITA doivent permettre de **« développer une agriculture diversifiée, respectueuse de l'environnement permettant de nourrir une population en croissance rapide »**.

Ainsi, au regard de ces éléments et compte-tenu des diagnostics, états des lieux et discussions réalisées depuis presque cinq ans réalisés avec les acteurs agricoles locaux, 6 axes stratégiques apparaissent comme prioritaires et peuvent être, a priori, proposés pour être déclinés en actions/projets du RITA Guyane pour les 2-3 prochaines années :

- 1) Gestion de la fertilité et durabilité des sols productifs,
- 2) Amélioration et conception de systèmes de cultures et d'itinéraires techniques limitant l'usage d'intrants chimiques et en particulier des produits phytosanitaires, en lien avec le plan Ecophyto2018,
- 3) Production et diffusion de matériel végétal sain et introduction de nouvelles variétés,
- 4) Evaluation variétale
- 5) Création de nouveaux débouchés innovants afin d'accroître les revenus des exploitations en production végétale (nouvelles filières végétales : cacao, café, fruits amazoniens etc.); agro-transformation des productions agricoles, ...)

¹ Institut Karibéen et Amazonien de l'Elevage

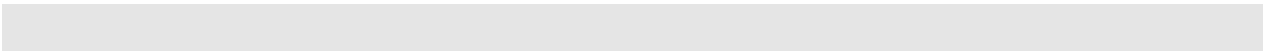
6) Gestion des connaissances et des informations en vue d'organiser le transfert des innovations vers les producteurs, capitaliser et mettre à disposition des connaissances sur la production agricole guyanaise pour les producteurs et les acteurs de la R&D.

Ces différents points et en particulier le point 6 pourront être traités en coopération avec les RITA des autres DOM qui partagent aussi ces objectifs de transfert et de gestion de mise à disposition des connaissances.

Suite à cette première phase de synthèse des besoins et de concertation, le CIRAD et la DAAF de Guyane ont souhaité organiser **des ateliers de travail et un séminaire**, afin de réunir les acteurs de la Recherche et du Développement, partager un diagnostic des problématiques agricoles guyanaises et faire émerger des actions de R et D et de transfert.

Ces ateliers et le séminaire font suite à quatre jours de visites de terrain au cours desquels, la délégation des chercheurs accompagnés par des agents de la DAAF et des conseillers techniques a pu s'approprier les problématiques locales et discuter avec des producteurs représentatifs de la diversité de l'agriculture guyanaise.

Ce premier séminaire du RITA de Guyane a réuni 56 participants issus des organismes de recherche, de la DAAF, des organisations professionnelles agricoles de Guyane, des organismes de formations, des collectivités territoriales, du monde de la distribution et de la transformation etc.



B. Synthèse des interventions et des discussions

L'ensemble des diaporamas projetés lors de la journée sont joints en annexe 2.

Rappel du déroulement de la journée

9h -9h15 : Introduction (*J-Marc Thevenin, CIRAD*)

9h15 -9h35 : Intervention (*J. Champagne, ACTA*)

9h45 -10h : Synthèse des visites de terrain (*C Pavis, INRA*)

10h -12h30 : Présentation des travaux conduits dans les ateliers

- Atelier « Gestion de la fertilité » (*MB Galan, AMBRE Développement/ J. Sierra, INRA*)
- Atelier « Systèmes de culture et Itinéraires techniques mobilisant des méthodes alternatives aux intrants chimiques » (*J. Guyot, CIRAD/ R. Tournebize, INRA*)
- Atelier « Introduction et diffusion de plants sains » et Atelier « Evaluation variétale » (*H. Vannière, CIRAD/ H. Chair, CIRAD*)
- Atelier « Gestion et diffusion des connaissances » (*C. Mittenbuhler, DAAF/ C. Pavis, INRA*)

Pause

14h30-15h : Présentation des travaux conduits dans les ateliers (suite)

- Atelier « Innover en matière de nouveaux débouchés pour accroître les revenus des exploitations » (*L.Parrot, CIRAD/ C. Bugaud, CIRAD/ E Le Bihan, DAAF*)

15h -16h : Expression libre de la salle sur les priorités d'actions dans les 2 années à venir

16h -16h15 : Suites à donner au séminaire (*JM Deboin, CIRAD*)

16h15-16h30 : Mots de conclusion (*X Vant, DAAF de Guyane*)

B.1 Introduction – J.M. Thévenin (CIRAD)

J.-M. Thévenin, après avoir souhaité la bienvenue aux participants, rappelle le contexte de la journée de séminaire qui fait suite à une semaine de visites et d'ateliers de travail (Cf. annexes 3 à 9) auxquels ont participé les chercheurs de la délégation INRA-CIRAD, des agents de la DAAF et du développement agricole ainsi que des agriculteurs.

B.2 Cadre national des RITA – J. Champagne (ACTA)

Rappel des principaux points abordés

Jean Champagne de l'ACTA rappelle que les RITA émanent de la réflexion conduite en 2009 dans chaque DOM dans le cadre des états généraux de l'Outre-Mer.

Devant le constat d'une rupture dans le dispositif de Recherche-Formation-Développement (RFD), le Comité Interministériel de l'Outre Mer dans une annonce faite en novembre 2009 encourage la création d'un Institut technique dans chaque DOM afin de favoriser le transfert des innovations et de répondre aux attentes des producteurs agricoles.

A l'issue de 2 missions d'expertise, le Ministère retient la proposition d'un Réseau d'Innovation et de Transfert Agricole (RITA), qui mobilise tous les acteurs du dispositif RFD. La circulaire du 3 mai 2012 émanant des Ministères chargés de l'Agriculture et de l'Outre Mer précise la mise en œuvre et les modalités de fonctionnement des RITA dans les DOM. Le cœur de métier des RITA est le transfert des connaissances aux prescripteurs et aux producteurs, pour répondre aux besoins des professionnels.

Ces RITA sont coordonnés par un Comité de Pilotage Régional (CPR) dont la présidence est assurée par les DAAF.

L'ACTA assure un rôle à plusieurs niveaux :

- apporter un appui méthodologique aux Instituts techniques émergents,
- sensibiliser et impliquer les Instituts techniques nationaux dans les problématiques des DOM,
- organiser le transfert de connaissances Inter-DOM et entre les acteurs des RITA,
- mettre en place un système de suivi et d'évaluation des projets,
- apporter un appui aux instances de coordination nationales et régionales,
- rechercher des moyens pour pérenniser l'action des RITA.

Le CIRAD a un rôle de facilitateur pour la mise en œuvre des projets en cours (pré-financement, décaissement...) et apporte un appui aux actions régionales des DAAF et aux instances de pilotage nationales et régionales. Le CIRAD participe également, en tant qu'acteur, à la mise en œuvre d'expérimentations techniques dans le cadre des projets des réseaux RITA. Le CIRAD et l'ACTA agissent en concertation et en complémentarité.

Au niveau national, un premier séminaire a été organisé par le CIRAD avec l'ACTA en janvier 2012 à Montpellier. Un groupe de travail national a été également mis en place (le G10), constitué des DAAF de chaque DOM, des Ministères chargés de l'Agriculture et de l'Outre-Mer, de l'ODEADOM et des 2 têtes de réseaux (CIRAD et ACTA). Il s'est réuni en mars et se réunira en septembre 2012.

Les premières actions concrètes concernent la réalisation d'une lettre des RITA et la mise en place d'un outil de partage d'informations InterDOM en cours de développement (ALFRESCO).

Au niveau de chaque DOM, les premières réunions des CPR ont eu lieu à Mayotte (13 mars 2012) et à La Réunion (30 mars 2012). Les 10 et 13 juillet, sont prévus les CPR de la Martinique et de Guadeloupe. Les conventions de partenariat sont en cours de rédaction et de signature.

J Champagne rappelle que le budget alloué au RITA de Guyane est de 800 K€ (400K€ pour le secteur de l'Élevage et 400K€ pour le secteur végétal).

Pour le secteur végétal, une partie de l'enveloppe sera consacrée à l'animation du RITA. Un projet porté par le CIRAD a de plus déjà bénéficié en 2012 d'une aide dans le cadre du RITA : il s'agit du projet « Flétrissement bactérien » qui vise à tester et transférer des innovations pour lutter contre le flétrissement bactérien, maladie qui touche principalement les solanacées.

Synthèse des discussions

A.-M. Domenach (SOLICAZ) : *Certaines actions engagées dans les RITA pourraient-elles être communes à plusieurs DOM ?*

J Champagne (ACTA) : Oui. Il faudra un accord préalable et des co-financements.

B.3 Synthèse des visites – C. Mittenbuhler et C. Pavis

Rappel des principaux points abordés

Les visites ont mis en évidence la diversité des systèmes de production des agriculteurs guyanais. Que ce soit chez les producteurs maraichers de Cacao, Corosony, Javouhey, ou les producteurs de l'ouest Guyanais, les savoir-faire traditionnels sont importants pour lutter contre certaines maladies ou améliorer la fertilité des sols (associations de culture, valorisation des bas-fonds pour la culture de riz pluvial...).

Il existe de plus un fort potentiel de production (comme en témoigne l'approvisionnement des marchés de Cayenne et Kourou) mais qui ne permet pas toujours d'assurer régulièrement tout au long de l'année des contrats de production avec des acteurs de l'aval.

Face aux maladies et ravageurs qui affectent la production, les agriculteurs guyanais testent avec les techniciens de différentes organisations plusieurs méthodologies (nouvelles variétés, nouvelles techniques de lutte...). Mais les problèmes techniques sont nombreux et nécessitent un appui de la recherche notamment pour la réalisation de diagnostics approfondis, d'expérimentations et l'adaptation des pratiques mises en œuvre dans d'autres territoires similaires.

Une synthèse des visites est jointe en annexe 9.

Synthèse des discussions

G. Nicolas (APAPAG) : *Comment seront transférés les résultats du RITA aux agriculteurs ?*

C Mittenbuhler (DAAF) : Le transfert est l'objet principal des RITA. Les moyens mis en œuvre pour le transfert seront détaillés durant le séminaire au fil des présentations des travaux des ateliers.

B.4 Atelier « Gestion de la fertilité des sols » – M-B Galan & J. Sierra

Rappel des principaux points abordés

- En Guyane, les sols sont très évolués. Ce sont des sols détritiques, sableux qui peuvent avoir des pH acides. Sous la forêt originelle, la plupart des nutriments sont stockés dans la biomasse végétale et non dans les sols. La forêt fonctionne alors en utilisant les nutriments recyclés dans la litière et ceux placés en profondeur. Après déforestation et brulis, les nutriments sont rapidement lessivés car les sols ont une très faible capacité de rétention. La conséquence est une réduction rapide de la fertilité (chimique, physique et biologique).
- Pour l'agriculteur, la gestion de la fertilité des sols commence avant l'installation, lors de l'attribution des terres, puis lors de la mise en valeur de celles-ci (déforestation au bulldozer, déforestation sélective, manuelle...) et tout au long du cycle pluriennal des productions.
- Le zonage des zones agricoles au niveau des PLU ne prend pas suffisamment en compte la fertilité des sols, qui peut être hétérogène sur le territoire communal. Des cartes pédologiques existent mais elles ne couvrent pas le territoire et ne sont pas suffisantes pour déterminer la fertilité des sols
→ Il conviendrait de réaliser **des « cartes de fertilité des sols »** afin d'aider les élus locaux à mieux identifier les zones propices à l'agriculture.
- Le mode de déforestation conditionne grandement la fertilité des sols durant les premières années de mise en culture. Des travaux et expérimentations ont été conduits en Guyane et dans les pays limitrophes mais n'ont pas été synthétisés et mis à disposition des prescripteurs et des agriculteurs.
→ Il conviendrait donc de faire une synthèse des travaux existants et d'élaborer **une plaquette pédagogique** pour présenter les avantages et inconvénients des différents modes de mise en valeur sur le plan économique et agronomique.
- Les apports d'engrais minéraux ou organiques ne sont pas raisonnés par rapport au teneur du sol et par rapport aux besoins des cultures. Ce sont les mêmes engrais qui sont épandus quelque soit la culture (17-17-17 ; 15-12-24).
→ **Des fiches techniques** existent aux Antilles qu'il conviendrait d'adapter et de diffuser aux agriculteurs guyanais.
→ Des **formations** devront être organisées en complément des formations existantes sur cette thématique.
- Des nouvelles techniques de fertilisation sont actuellement testées par certains agriculteurs avec les techniciens agricoles (BRF, compost,..), mais souvent les analyses de sol ne sont pas faites pour décrire les états initiaux et les états finaux et les bilans des essais ne sont pas réalisés.
→ le RITA pourrait permettre de renforcer le dispositif expérimental participatif et de diffuser les résultats obtenus.

Sur cette thématique, le groupe de travail considère qu'il est nécessaire de disposer d'1 ETP supplémentaire pendant 2 ans, afin de coordonner l'ensemble des actions conduites par les partenaires qui souhaitent s'impliquer et réaliser le suivi de certaines expérimentations.

Le groupe de travail propose également de mettre en place un comité de suivi composé des partenaires volontaires pour travailler dans le cadre du RITA sur cette thématique.

Synthèse des discussions

M. Rozan (APAPAG) – *Le technicien supplémentaire évoqué travaillera-t-il uniquement sur la fertilité ?*
M-B. Galan (AMBRE Développement)- Oui, pour pouvoir mener à bien l'ensemble des actions, il est nécessaire d'avoir en Guyane une personne dédiée à cette thématique.

M. Fèvre (Mamamobi) - *L'intérieur de la Guyane a-t-il été pris en compte ? Saül a un fort potentiel et souffre de son éloignement.*

C. Mittenbuhler (CM), DAAF – le RITA doit répondre à l'ensemble du territoire et intégrer dans la démarche les territoires isolés. Pour ces territoires, le PAG (Parc Amazonien de Guyane) sera le partenaire privilégié mais les moyens faibles ne permettront pas de couvrir l'ensemble des problématiques dans les deux années à venir. Nous ne sommes pas en mesure de garantir aujourd'hui que les producteurs de Saül bénéficieront du RITA, mais ils seront impliqués au maximum de ce qui pourra être fait.

T. Adjovi (Bâtiment Guyanais) - *La DAAF est-elle d'accord sur le constat fait par le groupe de travail, qui reproche à l'Etat d'installer des agriculteurs sur des parcelles « infertiles » ?*

CM - La DAAF n'est pas le seul acteur à intervenir dans l'attribution des terres agricoles : il y a aussi France Domaines, l'EPAG, les communes. Il est important que le groupe de travail ait pointé les aspects agronomiques de l'attribution des terres, qui ont été trop délaissés. Cela permettra d'apporter des éléments scientifiques et de lancer le débat avec les organismes concernés, voire de faire bouger les lignes dans les mécanismes d'attribution.

Mme Salleron (agricultrice, future productrice de Cacao) – *L'INRA et le CIRAD vont-ils dorénavant travailler en Guyane sur des problématiques agricoles guyanaises ? Le cacao fait-il partie des cultures étudiées par le RITA ?*

CM : oui, aux deux questions. Le RITA s'intéresse à toutes les productions mais ne pourra pas travailler sur toutes les productions dans les deux années à venir.

A. Dizout (Chambre d'Agriculture) - *Il faudrait préciser les atouts et contraintes des sols pour le choix des productions. Les fiches techniques qui seront élaborées seront -elles adaptées à la réalité du terrain ?*

CM : Cette alerte va alimenter la réflexion globale et il faudra prendre en compte ces aspects de contraintes pour les agriculteurs.

B.5. Atelier « Systèmes de culture et Itinéraires techniques mobilisant des méthodes alternatives aux intrants chimiques » – J. Guyot & R. Tournebize

Rappel des principaux points abordés

- Les conditions pédoclimatiques de Guyane sont favorables aux maladies et ravageurs.
- La lutte chimique n'est souvent pas possible soit en raison de l'absence de produits homologués soit en raison des retraits de plus en plus nombreux. Les méthodes alternatives à la lutte chimique sont donc à encourager.
- Dans le cadre du plan ECOPHYTO, plusieurs expérimentations de méthodes alternatives ont été mises en place chez des agriculteurs ces dernières années par les techniciens des groupements de producteurs, par le CFPPA et par les agents de la DAAF/SALIM. Ces expérimentations ont une vocation de démonstration.

→ Le RITA pourrait permettre de **renforcer ce dispositif expérimental** afin de mieux capitaliser les résultats et les diffuser auprès de l'ensemble des techniciens et agriculteurs. Le groupe de travail propose d'organiser rapidement pour les techniciens qui seront engagés dans les expérimentations une formation sur les dispositifs expérimentaux.

Compte tenu de la diversité des problématiques phyto-sanitaires, il est proposé dans un premier temps **de cibler les expérimentations sur quelques problématiques majeures** :

- poursuivre le travail engagé sur le flétrissement bactérien des solanacées,
- poursuivre les essais sur les mouches de fruits,
- approfondir le diagnostic des taches noires sur ananas et globalement travailler sur l'itinéraire technique ananas (problèmes des rejets, enherbement, tâche noire) en mettant en place différents essais (essais variétaux, essais TIF bio, essais avec des filets insects-proof, etc...).
- essais de démonstration de l'efficacité de l'Héliocuvire (si l'homologation est confirmée) contre le scab du mandarinier.

Il est convenu de prévoir aussi, à plus long terme, de mettre en place des essais variétaux pour plusieurs productions maraichères (test de variétés résistantes).

- Un travail a été engagé par la coopérative Biosavane pour inventorier la faune auxiliaire présente en Guyane.
→ Le RITA pourrait soutenir ce travail et le prolonger par un suivi des ravageurs et des maladies dans les différents bassins de production. Dans un premier temps, le groupe de travail propose de recenser, actualiser et diffuser les fiches d'identification existantes et, à terme, d'élaborer de nouvelles fiches.
- La pression de maladies peut être diminuée par la mise en œuvre de bonnes pratiques.
→ Le groupe de travail propose d'organiser **des formations sur les bonnes pratiques** et diffuser des fiches techniques. Il conviendrait dans un premier temps de recenser les fiches existantes aux Antilles où on retrouve certaines maladies et des ravageurs rencontrés en Guyane.
- Le groupe de travail évalue, en première approximation, à 6 ETP les besoins en ressources humaines nécessaires pour mener à bien l'ensemble des actions évoquées. Il reste à préciser les moyens aujourd'hui disponibles et les moyens supplémentaires qui seraient nécessaires.

Synthèse des discussions

T. Adjovi (Bâtiments Guyanais) – *Les thématiques évoquées sont récurrentes. Le scab était une priorité quand la Guyane exportait des citrons. Le principal problème en Guyane, c'est le manque de techniciens et de structure de développement. L'objectif n'est pas de récupérer des morceaux d'ETP pour conduire les actions du RITA, car les personnes en poste sont déjà débordées mais d'avoir des moyens supplémentaires.*

J. Champagne (ACTA) : L'enjeu pour les acteurs du RITA est d'essayer de pérenniser et d'amplifier les perspectives financières pour doter la Guyane de moyens humains supplémentaires. Il y a plusieurs possibilités : le FEDER, le FEADER, le CASDAR. Il faut avoir le réflexe de répondre aux appels d'offres. L'existence du RITA permet d'envisager de répondre plus facilement aux appels à projets.

J. Panchout (SGAR) – *Les fonds envisagés pourront-ils financer les 6 ETP évoqués ?*

CM - D'une part, certains chercheurs sont et seront mobilisés sur certaines actions. D'autre part il sera nécessaire de recruter probablement 2,5 ETP. Il est important dans les prochains mois, de bien définir les moyens qui seront engagés ; de toute façon les moyens ne couvriront pas toutes les actions.

MB Galan (Ambre Développement)- A la fin des interventions, il faudra prioriser les actions.

JM Deboin (CIRAD) – La question de la couverture financière des activités par le RITA n'est pas évidente. Le CIRAD met à disposition du RITA une partie du temps de J. Guyot qui a la mission de s'impliquer sur les activités de transfert.

B.6 Ateliers « Production et diffusion de matériel sain, et introduction de nouvelles variétés / Evaluation variétale » – H. Vannière & H Chair

Rappel des principaux points abordés :

- La demande en plants sains et diversifiés est forte au niveau de la profession agricole. Le RITA pourrait répondre à cette demande en contribuant à mettre en place une filière d'approvisionnement, de production et de diffusion de matériel végétal sain. L'intérêt d'une telle filière est multiple :
 - augmenter la disponibilité en plants sains et diversifiés,
 - réduire la propagation de maladies et bio-agresseurs,
 - dynamiser et augmenter la production et ainsi asseoir le développement des filières végétales concernées.
- L'introduction de matériel végétal en Guyane est réglementée par deux textes :
 - la directive 2000/29/CE,
 - l'arrêté du 03/09/1990, qui réglemente les introductions pour les régions ultra-périphériques (RUP), selon les familles de produits, le type de matériel végétal et la provenance, avec 6 annexes spécifiques aux DOM. La Guyane est considérée comme un pays tiers.Ces deux textes laissent des zones d'ombre sur les modalités d'application de la législation phytosanitaire qu'il est indispensable de clarifier avant toute démarche d'introduction. Le RITA peut apporter un appui à la DAAF de Guyane en vue de clarifier la réglementation et favoriser la concertation inter-DOM sur ce sujet.
- Selon l'espèce et le matériel végétal considérés, un schéma d'introduction et de diffusion peut être proposé incluant généralement les phases suivantes :
 - quarantaine,
 - sevrage- endurcissement dans le cas des vitro-plants,
 - amplification dans le cas des plants greffés,
 - évaluation (participative ou non),
 - diffusion.
- Des formations sur les techniques d'amplification seront à prévoir pour les pépiniéristes et les techniciens impliqués. Les pépiniéristes devront suivre un cahier des charges.
- L'évaluation des variétés introduites ou locales est une étape indispensable avant la diffusion du matériel aux agriculteurs soit pour le choix des variétés à introduire soit pour le choix des variétés locales à diffuser. L'évaluation variétale peut être réalisée avec et chez les agriculteurs : on parle alors d'évaluation participative.
- Les critères d'évaluation seront à définir pour les différentes espèces. Il s'agira de critères :
 - agronomiques (résistance aux maladies, rendement,..)
 - de qualité (calibre, qualité organoleptique, durée de conservation,..)
 - socio-économiques (acceptabilité sociale...)
- Une évaluation participative des performances des variétés introduites pourra être réalisée pour les ignames, ananas, bananiers et poivrons.
- Pour certaines espèces (comme les ignames, les palmiers, les manguiers...), il est proposé de décrire la diversité locale et de recenser les variétés intéressantes. Les données et

connaissances acquises sur ces variétés devront être capitalisées pour constituer un fond documentaire.

- Concernant les variétés locales, il sera nécessaire de passer par une phase d'assainissement afin de diffuser du matériel aux agriculteurs .
- Pour faire connaître ces nouvelles variétés, des fiches variétales pourront être rédigées et des journées techniques seront organisées.
- Plusieurs années seront nécessaires avant de pouvoir diffuser largement ces variétés, compte tenu des différentes étapes. Pour les agrumes, la diffusion ne pourra avoir lieu avant 7 ou 8 ans. Pour les espèces annuelles, le délai est plus court. Mais les introductions de nouvelles variétés pourront démarrer dans les 2 années à venir dès que les conditions d'introduction seront précisées.

Synthèse des discussions :

T. Adjovi (Bâtiment Guyanais)– *Des espèces comme les goyaviers, corossols, manguiers pourraient-ils à terme être concernés ?*

H. Vannière (CIRAD)– Oui. Pour le manguiers, on pourrait éventuellement réintroduire des variétés d'origine sud-est asiatique, mieux adaptées au climat de la Guyane.

T. Adjovi – *La priorisation des espèces à introduire se fera-t-elle en fonction des experts disponibles ou en fonction du besoin des agriculteurs ?*

H. Vannière - Difficile de faire ces choix et on ne sait pas encore où ce genre de discussions pourra se tenir.

A.-M. Domenach (SOLICAZ) – *Vous n'avez pas parlé des espèces qui sont en train de disparaître, telles que les pruniers de cythère, abricotiers-pays ?*

H. Vannière - Elles n'ont pas disparu, elles sont peu cultivées, il faudrait faire un état des lieux.

A. Dizout (Chambre d'Agriculture)– *Que vont financer les fonds du RITA ?*

C. Mittenbuhler (DAAF)– Le RITA dispose pour les productions végétales de fonds de l'Etat de 350 k€ mis à disposition du CIRAD, mobilisables sur tout type de dépenses. Ils doivent avoir un « effet levier » sur d'autres moyens de financement (PDRG, FEDER, etc...).

J.Champagne (ACTA)– Il faudra aussi répondre aux appels à projet dont celui du CASDAR dont la publication est prévue pour septembre 2012.

R. Michelin (Agricultrice)- *Qu'en est-il de l'introduction de la vanille, comment participer à l'inventaire de la diversité locale ?*

H. Vannière - Une démarche participative devra se mettre en place avec un référent scientifique par produit, un animateur local et des agriculteurs volontaires.

P. Bouteiller (Lycée Agricole de Matiti) -*Certains agriculteurs estiment avoir de bonnes variétés mais ils ne veulent pas diffuser. Que peut faire le RITA ?*

H. Vannière – Il faudrait faire des enquêtes pour identifier les variétés présentes localement et les évaluer.

R. Michelin – *Et les palmiers ?*

C. Mittenbuhler – Il faut d'abord clarifier la réglementation, et voir si le pays d'origine est d'accord pour exporter ces variétés (exemple des palmiers nains du Brésil).

T. Adjovi – *Il y a des plants importés illégalement.*

Rappel des principaux points abordés :

- Le besoin d'un outil web de capitalisation, de partage et de diffusion de l'information technique et scientifique sur l'agriculture guyanaise avait déjà été identifié comme prioritaire en 2009, compte tenu de la dispersion des informations sur le territoire et du turn-over important des agents impliqués dans le développement agricole.
- Le groupe de travail propose aussi de mettre en place un centre de ressources documentaires avec une personne qui aide et oriente les recherches documentaires.
- Plusieurs initiatives ont vu le jour ces dernières années notamment :
 - la base documentaire d'ECOFOP, appelé BiGUYNE, recense toutes les références bibliographiques sur le développement rural en Guyane et précise la localisation de la documentation. Mais cette documentation est axée sur la forêt.
 - la base de données de l'association AAAAG, qui référence des documents sur les productions végétales dans la zone sud américaine. Ces deux outils ne permettent pas de télécharger des documents.
 - le site Trans-FAIRE de l'INRA Antilles Guyane, dont l'objectif est de diffuser des documents, informations sur les résultats des travaux de recherche de l'INRA, potentiellement transférables.
- Dans le cadre du RITA, il est nécessaire de
 - préciser les besoins (qui sont les utilisateurs de l'outil ? quel type de documents diffuser ? comment structurer l'information),
 - recenser les ressources disponibles actuellement chez les partenaires,
 - proposer des scénarii d'organisation.
- Le groupe de travail propose de mettre en place pour cela un groupe projet et un comité de pilotage, animés par un personnel dédié. Un chef de projet informatique serait également désigné.

Synthèse des discussions :

J. Champagne (ACTA)– *La gestion de l'information est une des raisons d'être des RITA qui doivent apporter des moyens pour la diffusion et le transfert. L'ACTA et le CIRAD sont chargés d'apporter un appui aux RITA et prévoient des échanges DOM et Inter-DOM. Un outil est en cours de conception, il s'agit de l'outil ALFRESCO.*

C. Pavis (INRA)– *Quelles seront les conditions d'accès à l'outil ALFRESCO ? Y-aura-t-il un accès grand public ?*

J. Champagne – A priori oui, sur certaines rubriques.

G. Nicolas (APAPAG)– *Cet outil ne répond pas suffisamment à l'interrogation sur le transfert car les agriculteurs n'auront pas accès au site car certains n'ont pas d'accès internet . Il manque surtout en Guyane des techniciens pour diffuser l'information.*

C.Mittenbuhler (DAAF)– *L'outil WEB est un premier pas, et il permet d'informer et diffuser rapidement les connaissances aux techniciens en poste en Guyane.*

M. Rozan (APAPAG)– *L'outil permettra aux techniciens de transmettre des informations fiables.*

M. Goasduff (Biosavane) – *Dans l'atelier « gestion de la fertilité », l'accent a été mis sur les tours de plaine ou les tours d'abattis pour diffuser et faire du transfert. Il faudrait prévoir d'organiser régulièrement des visites entre exploitations.*

M. Roth (PAG) – *Il ne faut pas opposer les deux méthodes. On est sur deux moyens complémentaires :
- l'outil WEB permet d'accéder facilement aux informations pour les techniques,*

- mais il faut aussi organiser des visites, des rencontres, renforcer les relais de terrain, organiser des évaluations participatives, journées techniques...

MB. Galan (AMBRE Développement) – Le RITA peut être une opportunité pour avoir de nouveaux moyens humains, même s'ils seront limités. Des ingénieurs-projet recrutés dans le cadre du RITA auront comme mission de transférer les résultats aux agriculteurs.

G. Nicolas - *Qui porte ces emplois ?*

JM. Deboin – Soit le CIRAD les recrute directement, soit il reverse le financement à un groupement de producteurs, sous forme conventionnée.

Qui fait partie du CPR ?

C.Mittenbuhler - Il intègre la DAAF, la Région, la CA. Pour le moment, le CPR n'est pas créé en Guyane. Un comité spécifique existe dans le cadre du plan Ecophyto et pourrait être utilisé temporairement pour valider les actions du RITA.

J Champagne – D'autres représentants de la profession et les instituts de recherche locaux ont aussi vocation à faire partie du CPR.

J. Guyot – *Un projet qui s'inscrit dans le plan Ecophyto devra-t-il avoir la double validation pour fonctionner ?*

CM- Non, une seule instance validera les projets.

B.8. Atelier «Innover en matière de nouveaux débouchés pour accroître les revenus des exploitations » – L. Parrot, C. Bugaud & E Le Bihan

Rappel des principaux points abordés :

- Pour la filière Fruits et légumes, il existe en Guyane des opportunités de marché qui permettraient de régulariser et d'augmenter le revenu des producteurs et de créer des emplois malgré les défis et les contraintes du secteur (régularité des approvisionnements, qualité des produits, manque de suivi technique, etc.)
Mais la demande en fruits et légumes est mal connue que ce soit au niveau des consommateurs, des intermédiaires et des acteurs d'aval de la filière : grossistes, GMS, restauration collective...
- 4 axes de travail sont proposés par le groupe de travail :
 - 1) Caractériser les opportunités de marché pour des produits classiques et spécifiques intégrés dans des circuits organisés (grossistes / agrotransformateurs / restauration collective), en fonction des attentes des consommateurs et de l'évolution des filières. Cet axe de travail est prioritaire pour le groupe.
 - 2) Analyser les moyens mis en œuvre pour régulariser l'approvisionnement des circuits organisés
 - 3) Identifier des signes de qualité pour des produits spécifiques (Ananas / Wassai / Couac)
 - 4) Transférer de procédés de transformation.
- Dans l'axe 1, il est nécessaire d'analyser la demande en fruits et légumes (classiques et « nouveaux ») au niveau des consommateurs et des acteurs de l'aval. Il est important également de caractériser l'évolution de la filière à travers le suivi d'indicateurs socio-économiques : consommation des ménages, fluctuations des prix, importations, volume de production, etc... Ce travail pourra être réalisé dans les deux années à venir si des moyens humains sont mobilisés (1 ETP spécifique sur ce sujet pendant 2 ans, en plus de missions d'expert).

- Les démarches ou signes de qualité (telles que les AOP, IGP, STG, AB) sont coûteuses et longues à mettre en place d'où la nécessité de lancer une étude de faisabilité avant de démarrer. Mais certains produits spécifiques guyanais (comme le Wassai, le couac, l'ananas de Corossony) disposent d'une reconnaissance auprès des consommateurs qui laisse présager un intérêt à la mise en place d'un Signe Officiel de Qualité.
- C Bugaud rappelle les caractéristiques des différents signes officiels de qualité :
 - l'AOP anciennement AOC, correspond à une dénomination géographique d'un pays, d'une région servant à désigner un produit qui en est originaire et dont la qualité ou les caractères sont dus exclusivement ou essentiellement au milieu géographique (facteurs naturels et humains). Le produit a un lien fort avec le terroir.
 - l'IGP désigne un produit dont les caractéristiques sont liées au lieu géographique dans lequel se déroule au moins sa production ou sa transformation selon des conditions bien déterminées,
 - la STG permet de protéger les dénominations de produits obtenus selon une méthode traditionnelle sans lien avec l'origine géographique.
 Il précise que la démarche de création d'un SOQ (signes officiels de qualité) est longue et coûteuse et qu'il est nécessaire de s'appuyer sur un groupe de producteurs motivés et structurés (nécessité de créer une OP).

Synthèse des discussions :

J. Panchout (SGAR) – *Ces études sur la régularité de l'approvisionnement, l'identification de nouveaux marchés, l'amélioration des procédés de transformation,... peuvent-elles être intégrées dans les RITA ? N'est-ce pas plutôt à prendre en charge par l'interprofession ?*

C.Mittenbuhler (DAAF) – Le choix a été fait d'intégrer les approches économiques, pour avoir une vue assez large. Il y a effectivement une dynamique qui s'est créée avec la création de l'association de préfiguration d'une interprofession. La ligne de partage entre les actions conduites dans le cadre du RITA et celles conduites dans le cadre de l'Interprofession sera à trouver, sachant que le RITA peut intervenir en appui aux actions portées par l'Interprofession.

J. Champagne (ACTA)– La question concernant la mise en place d'une démarche de qualité pour un produit donné est une question qui peut être prise en charge dans le RITA.

E. Le Bihan (DAAF) – *Est-ce que la recherche sur de nouveaux procédés d'agro-transformation entre dans le cadre du RITA ? Si une action se met en place sur le wassai ou le ramboutan, faudra-t-il faire appel à d'autres organismes de recherche ?*

J. Champagne – Oui, le RITA est là pour favoriser les productions agricoles, y compris l'agro-transformation. Les connaissances et expertises utiles seront mobilisées.

M. Rozan (APAPAG) – *Pourquoi la STG est-elle peu utilisée ?*

C.Bugaud (CIRAD) – La demande est faible car les autres signes sont davantage prisés.

Une discussion a lieu sur l'opportunité de créer des SOQ pour la Guyane.

C.Bugaud– pour qu'un produit bénéficie d'un SOQ, il faut une notoriété préalable et une structuration de la profession.

Remarque dans la salle : Il faudrait sans doute d'abord créer des marques locales.

L. Guillierme (DAAF Saint-Laurent) – *Pourquoi ne pas avoir mentionné le manioc qui est une culture importante pour les agriculteurs de Guyane? Comment améliorer le rendement ? Comment le conserver ?*

H. Chaïr (CIRAD)– Le manioc a été abordé dans l'atelier 1. Un travail important est à conduire pour recenser la diversité, qui est très grande, améliorer les itinéraires techniques. Il n'y a pas d'intérêt à introduire du manioc en Guyane, il faut valoriser les ressources existantes et évaluer les différentes

variétés. Avant de lancer une action dans le cadre du RITA, un projet de recherche serait à mener sur la diversité au sein du territoire guyanais.

C. Expression libre de la salle sur les priorités d'actions dans les 2 années à venir

Les restitutions des ateliers ont mis en évidence les multiples actions à court et long terme à réaliser sur chacune des thématiques. Les crédits du CIOM et les autres financements qui pourront être mobilisés ne permettront probablement pas de financer l'ensemble des actions. C'est pourquoi, la parole est donnée à la salle pour définir les priorités et ainsi permettre de faire des arbitrages si nécessaire.

M. Rozan (APAPAG)– La thématique prioritaire est **la gestion de la fertilité des sols**, car c'est une condition de production sur le long terme.

P. Bouteiller (EPLEFPA Matiti)– C'est une thématique importante mais qui nécessite des temps de réalisation longs.

T. Adjovi (Bâtiment Guyanais)– D'accord sur le choix de la thématique car « le sol c'est la base ». C'est en plus un thème fédérateur pour tous les agriculteurs.

J. Sierra (INRA) – Le sujet de la fertilité est à travailler sur le long terme, mais il faut aussi travailler sur le cycle de culture. Certaines actions peuvent être conduites à court terme (épandage de compost, ou vermicompost, BRF, etc.....).

M. Rozan– La pratique de la déforestation est tellement courante qu'il y aura des informations à capitaliser facilement.

T. Adjovi (Bâtiment Guyanais) – Le thème « **Augmentation des revenus des agriculteurs par l'agro-transformation ou la création de nouveaux débouchés** » est moins prioritaire. La DAAF devrait renseigner les agriculteurs sur les filières les plus porteuses. L'ananas est un exemple de filière avec un bon potentiel de développement.

MB Galan (AMBRE Développement)– Sur l'ananas, il y a des spécialistes qui peuvent accompagner le travail, et les producteurs sont prêts à démarrer. L'ananas est une « filière pilote » pour le RITA.

C. Epailly (Chambre d'Agriculture)– Dans le cadre de l'intérêt général, il ne faut pas « réinventer le monde ». La priorité pour les agriculteurs c'est le **matériel végétal**. Pour pouvoir accueillir du matériel végétal, il faut s'appuyer sur le CIRAD et utiliser la station de la Pointe Combi. Tout le monde aura accès au matériel végétal.

Un supermarché vient de s'ouvrir, Carrefour, qui a une forte demande en produits locaux. Il faut répondre aux marchés, pour cela avoir des producteurs et les encadrer. La production locale est insuffisante, il faut l'encourager : certains produits viennent des Antilles. Au niveau des tubercules, les supermarchés en reçoivent de la SOCOPMA et la SOCOPGEL. Mais ces produits sont-ils indemnes de chlordécone ?

Il faut développer les débouchés comme la fabrication de plats cuisinés pour les cantines.

Il faut développer la filière banane. Les bananes en Guyane sont introduites du Surinam.

Pour la canne à sucre, il faudrait introduire de nouvelles variétés (pour la production de rhum) sous forme de boutures et les tester en conditions guyanaises. Les variétés actuelles ne sont plus satisfaisantes.

Il faut s'appuyer sur les travaux du RITA.

T. Adjovi (Bâtiment Guyanais) – Les gens de Wayabo s'installent, leurs sols sont différents, il faut être en mesure de les conseiller.

A. Dizout (Chambre d'Agriculture) propose de renseigner le tableau ci-dessous pour préciser les actions par thématique ainsi que les moyens nécessaires pour les mettre en œuvre.

	Spéculation	Action	Durée	Moyens
Matériel végétal				
Conduite de la culture				
Débouchés				
Signe de qualité				

P. Bouteiller (EPLEFPA)– **La capitalisation et la diffusion des connaissances** est prioritaire. Ce thème permet de fédérer toutes les filières et tous les organismes.

S. Traissac (AgroParisTech)– Y a-t-il une base de données documentaire associée à l'outil de l'ACTA, ALFRESCO, qui permettrait de répondre aux besoins des techniciens de Guyane?

J. Champagne – A priori, oui.

Un débat a lieu sur l'opportunité du RITA de prendre en charge les questions sur les caractéristiques et l'évolution de la demande et du marché, face à la mission de l'Interprofession.

E. Le Bihan (DAAF)– On manque d'informations sur les demandes des consommateurs en produits frais, en produits transformés. On ne sait pas à quels prix les consommateurs sont prêts à acheter les produits locaux. Ces données sont importantes pour orienter les décisions de l'Interprofession.

J. Panchout (SGAR)– Le RITA ne doit-il pas se concentrer sur l'appui technique ? Le reste est du ressort de l'Interprofession. Si l'agriculture était plus développée avec des marchés plus structurés, on pourrait répondre aux questions.

C. Mittenbuhler (DAAF)- Les discussions dans le cadre des réflexions sur l'Interprofession se ciblent sur les flux dans les grandes et moyennes surfaces. De l'autre côté, il y a la vente directe. Les producteurs qui font de la vente directe sont les « clients » du RITA et sont moins représentés dans l'Interprofession, ce qui milite pour que le RITA se préoccupe des questions de mise en marché.

M. Rozan (APAPAG)- Pour sécuriser les marchés, il faut signer des contrats. Mais les contrats impliquent des régularités de volume de production et de prix. Il faut connaître le fonctionnement de l'offre et de la demande en produits locaux pour aider les agriculteurs à répondre aux attentes des marchés.

Conclusion – M.-B. Galan (AMBRE Développement)- Selon les sensibilités, les différents thèmes sont plus ou moins soutenus par les participants. Il manque de données chiffrées et de précisions sur les actions pour prendre des décisions. La feuille de route est déjà relativement précise : les actions réalisables vont être reprises et chiffrées, ce qui permettra de voir s'il faut ou pas enlever des actions.

Il faut donc poursuivre le travail engagé dans les ateliers, étudier différents scénarii, en adoptant une ligne de conduite pour minimiser les coûts des recrutements et des actions, tout en restant efficace.

Les participants au séminaire seront régulièrement informés de l'avancement des réflexions.

J. Panchout (SGAR) suggère d'être vigilant sur le recrutement de VSC (Volontaires Service Civil) ou de stagiaires qui ne permettent pas des actions sur le long terme, et qui n'ont pas ou peu d'expérience professionnelle.

M-B Galan (AMBRE Développement) – Il faut raisonner les recrutements en fonction du type d'action, ponctuelle ou sur le long terme.

E. Brunstein (SOLICAZ)– *Les structures privées peuvent-elles participer aux actions?*

C Mittenbuhler (DAAF)– Oui, elles peuvent participer à la réflexion et à la réalisation des actions.

D. Conclusion du séminaire J.-M. Deboin (CIRAD) et X. Vant (DAAF)

JM Deboin remercie :

- Les agriculteurs, entrepreneurs qui ont accueilli la délégation dans leurs communes, sur leurs exploitations, dans leurs entreprises,
- Les techniciens des différentes organisations de producteurs, transformateurs qui ont aidé à organiser ce séminaire et ont contribué à la richesse des différentes situations rencontrées,
- La Chambre d'Agriculture qui a aidé à cibler les visites de terrain afin qu'elles soient le plus représentatives des situations agricoles en Guyane, et à son apport dans les ateliers,
- La délégation de chercheurs CIRAD, INRA, AgroParistech de Métropole, des Antilles, de Guyane qui ont apporté leur expérience dans l'identification des projets d'expérimentation et de transfert évoqués,
- Tous les partenaires et acteurs du RITA,
- Les représentants des collectivités territoriales et les élus qui ont participé aux débats.

Le 1^{er} séminaire RITA et les projets qui vont en découler sont un moyen :

- de mobiliser la R&D,
- d'accompagner les réseaux et de les renforcer dans leurs actions,
- d'atteindre des résultats tangibles d'ici 2 ans et de franchir ainsi une marche,
- d'être prêt en 2014 à monter des projets plus ambitieux,

Suite au séminaire, il est nécessaire d'identifier un animateur pour chaque thème et un référent pour chaque action si nécessaire. Les animateurs des ateliers de travail pourraient être les animateurs thématiques.

D'ici fin septembre 2012, le CIRAD s'engage à :

- décrire plus finement les actions et les moyens nécessaires avec les animateurs et les référents thématiques en collaboration avec les acteurs identifiés lors du séminaire,
- participer avec la DAAF à la recherche de financements complémentaires (Europe, Etat) ainsi qu'avec les collectivités territoriales. La subvention RITA doit être un levier. (exemple autres DOM : 50/50)

X. Vant souligne qu'il est important pour un territoire délaissé comme la Guyane de travailler sur le transfert. Il y a un déséquilibre entre le poids financier attribué à la Guyane au travers des crédits du CIOM et l'importance des enjeux de l'agriculture sur le territoire.

Il rappelle que dans le cadre du RITA, il est nécessaire d'être concret rapidement puisque la demande initiale parlait de financements à court terme. Si les premières actions lancées sont utiles aux agriculteurs, la suite pourra être envisagée plus sereinement.

Annexe 1 : Liste des participants au séminaire


Nom	Prénom	Organisme
ADJOVI	Thierry	Bâtiment Guyanais
ANGER	Nathalie	CIRAD Kourou
BERGERE	Hugues	BIOSAVANE
BOUTEILLER	Pierre	EPLEFPA
BRIERE	Michel	DAAF-SFEAF
BRUNSTEIN	Elodie	SOLICAZ
BUGAUD	Christophe	CIRAD Martinique
CHAIR	Hana	CIRAD
CHAMPAGNE	Jean	ACTA
DE BON	Hubert	CIRAD
DEBOIN	Jean-Marc	CIRAD
DEMADE-PELLORCE	Laura	DAAF-SALIM
DIZOUT	Alain	Chambre d'Agriculture
DOMENACH	Anne-Marie	SOLICAZ
EPAILLY	Christian	Président de la Chambre d'Agriculture
FEVRE	Marcel	Mamabobi/AEFM
GALAN	Marie-Béatrice	AMBRE Développement
GOASDUFF	Melina	BIOSAVANE
GUILIERME	Laure	DAAF-SOG
GUYOT	Jean	CIRAD Kourou
HOARAU	Sebastien	DAAF-SFEAF
HOLLAND	Yearwood	Manyok Emergence
JACOLOT	Philippe	DAAF-SALIM-SOG
JOVIAL	Serge	Manyok Emergence
LAPLACE	Damien	DAAF-SALIM
LE BIHAN	Elise	DAAF-SFEAF
LEBRETON	Luc	DAAF-SALIM
LESOURNE	David	PAG
LY	Chao	Agriculteur Cacao
MICHELIN	Raphaëlle	ZEN FOREST Coopérative
MITTENBUHLER	Christophe	DAAF-SFEAF
MONDESIR	Serge	Conseil Général de Guyane
MONTABORD	Gilbert	ARAG
NICOLAS	Gabrielle	Agricultrice, APAPAG
OBERLIS	Elsa	CIRAD Kourou
OLERON	Carine	ASP
OULIAC	Benjamin	Conseil Régional de Guyane (SRI)
PANCHOUT	Julien	SGAR
PARROT	Laurent	CIRAD Montpellier
PAVIS	Claudie	INRA AG
PAYET	Fanny	EPLEFPA
RINNA	Karine	GUYANE TECHNOPOLE
ROTH	Melina	PAG

ROUBAUD	Franck	GUYANE TECHNOPOLE
ROZAN	Marc	APAPAG
SALLERON	Christine	ARAG
SIERRA	Jorge	INRA
THEVENIN	Jean-Marc	CIRAD
TOURNEBIZE	Régis	INRA AG
TRAISSAC	Stéphane	AgroParisTech
VANG	Chao	Agriculteur Cacao
VANNIERE	Henri	CIRAD
VANT	Xavier	Directeur de la DAAF
VARIN	Caroline	GDA Mana
WILLIAM	Christophe	Conseil Général de Guyane
YA NYIA	René	Agriculteur Cacao

Diapositive 1

Atelier 1 - Production et diffusion de matériel sain, et introduction de nouvelles variétés

Atelier 4 - Evaluation variétale

 SEMINAIRE RITA - PRODUCTIONS VEGETALES - KOUROU, le 11/06/2012

Diapositive 2

Objectifs généraux

Dans le respect de la réglementation en vigueur, jeter les bases d'une filière d'approvisionnement, de production et de diffusion de matériel végétal sain au bénéfice des producteurs et transformateurs :

- Augmenter la disponibilité en plants sains et diversifiés
- Réduire la propagation des maladies et bioagresseurs
- Dynamiser et augmenter la production, et ainsi asseoir le développement des filières végétales concernées

Diapositive 3

3 grands types d'actions identifiées

- A1- Introduction et sevrage de vitroplants d'ignames, ananas et bananiers
- A2- Introduction de greffons ou de graines de *Citrus*
- A3- Evaluation variétale de matériel introduit ou déjà présent localement

Diapositive 4

Articulation entre les activités production de matériel végétal et évaluation			
Activité	Origine du végétal	Exigence état sanitaire	Remarques
Propagation pépinières	locale	aucune	ne pas associer dans une même pépinière, matériel sain et contaminé. Sans amélioration de l'état sanitaire, certaines améliorations des IT ne sont pas envisageables
	étrangère	sain	recontamination sélective, uniquement par maladies de dégénérescence présentes facilement transmissibles
Evaluation	locale	aucune	assainissement possible des sélections identifiées après évaluation.
	étrangère	sain	diffusion des sélections à partir des têtes de lignées saines d'origine

Diapositive 5

A1 / A2 – Introduction de matériel végétal sain

Préambule ➡ Nécessité de préciser la législation phytosanitaire en matière d'introduction de matériel végétal en Guyane :

- **Directive 2000/29/CE**
- **Arrêté du 03/08/1990, contrôle sanitaire des végétaux et produits végétaux (Annexes B)**

- Guyane = zone ultrapériphérique européenne : en matière de législation phytosanitaire, considérée comme pays tiers => Importation sur Certificat Phytosanitaire d'Origine.
- Autorisation Technique d'Importation (ATI) pour certaines cultures (Patate douce, banane), mais pas pour d'autres (Ananas, ...).

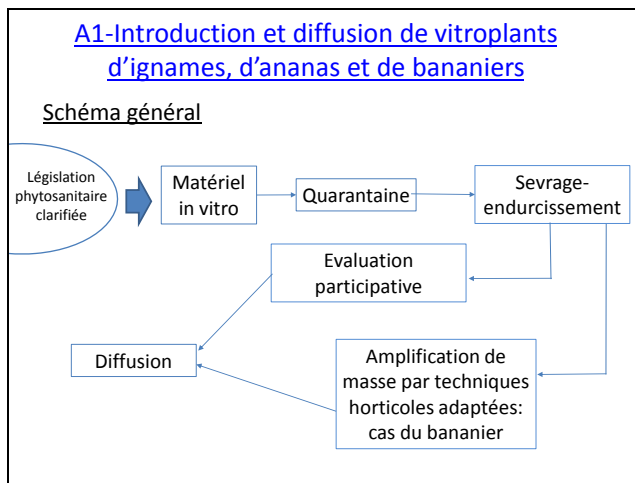
Diapositive 6

A1 / A2 – Introduction de matériel végétal sain

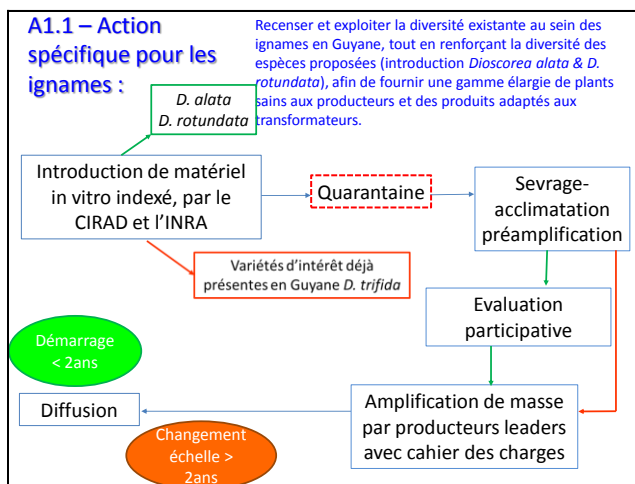
Conclusion

- ✓ Les participants aux ateliers du RITA Guyane soulèvent comme un préalable indispensable la nécessité d'une clarification des modalités d'application de la législation phytosanitaire en matière d'introduction de matériel végétal en Guyane, et plus spécialement sur ignames, ananas et bananiers.
- ✓ La DAAF Guyane a proposé en retour une concertation entre ses services et ceux de la Martinique et de la Guadeloupe
- ✓ Le RITA Guyane est prêt à porter son concours à la DAAF Guyane dans toute action spécifique permettant d'aider cette clarification.

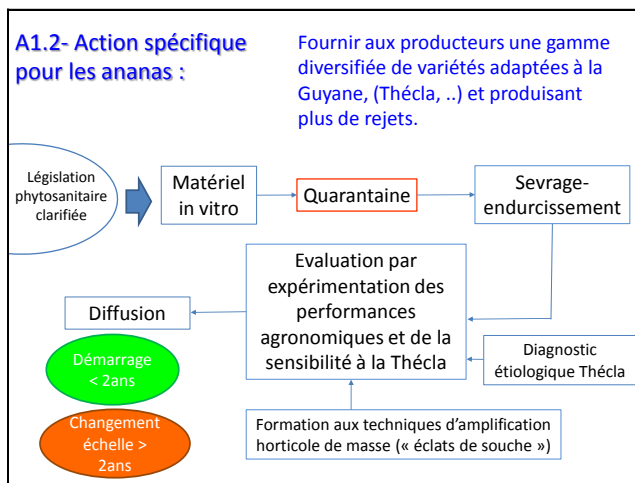
Diapositive 7



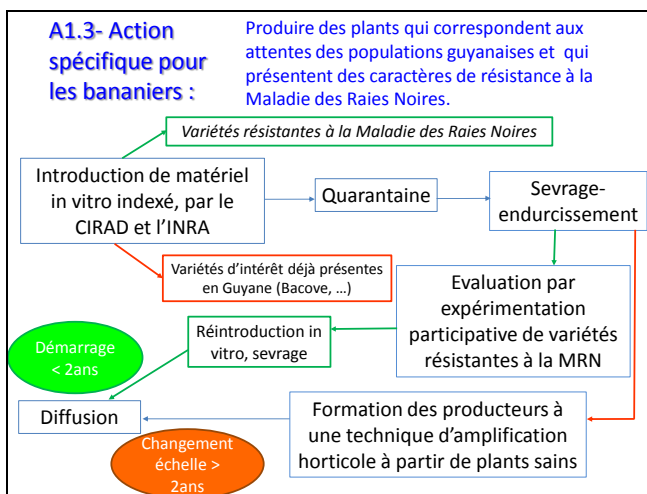
Diapositive 8



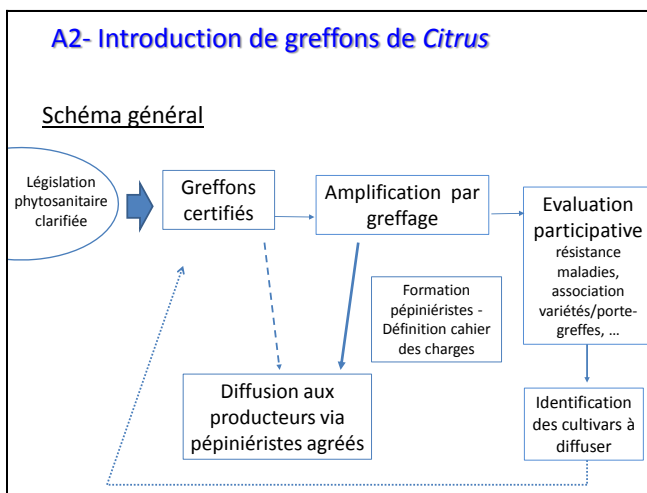
Diapositive 9



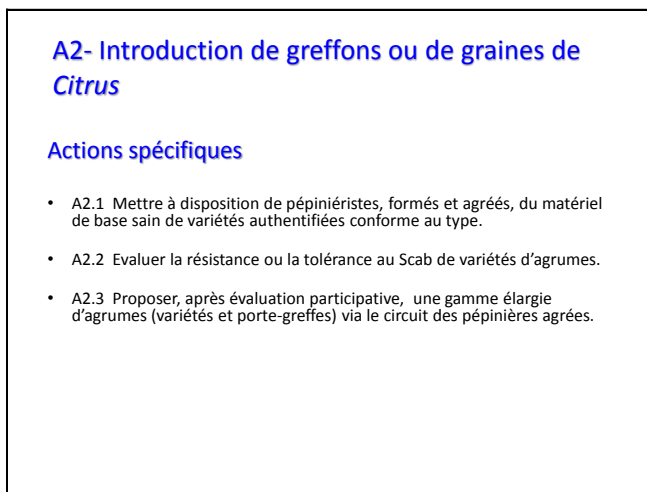
Diapositive 10



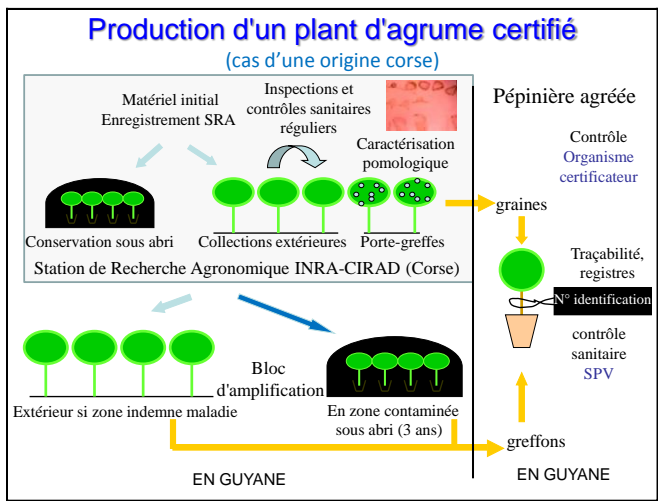
Diapositive 11



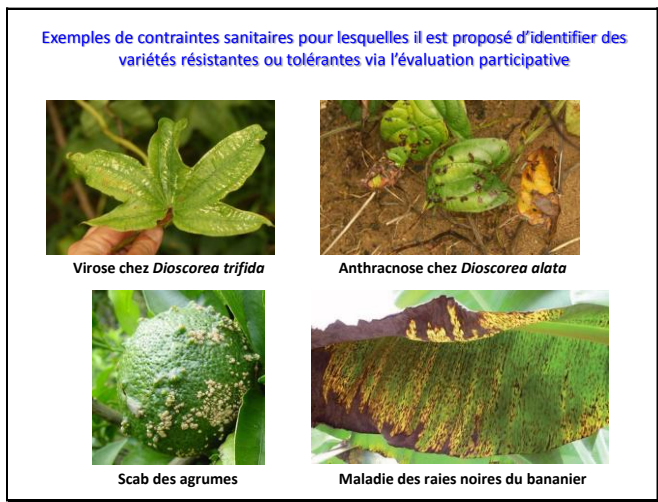
Diapositive 12



Diapositive 13



Diapositive 14



Diapositive 15

A3- Evaluation variétale de matériel introduit ou déjà présent localement

3 Actions :

A3.1- Evaluation participative des performances de variétés introduites

- Plantes concernées : Igmames, ananas et bananiers (vitroplants) ; poivrons (plants issus de graines)
- Performances agronomiques et résistance aux bioagresseurs (multilocal)
- Acceptabilité (sensorielle, sociale) ou par les transformateurs – qualité et post-récolte

Démarrage
< 2ans

Structuration
action > 2ans

Diapositive 16

A3.2- Exploration de la diversité locale et recensement des variétés d'intérêt déjà présentes en Guyane : Ignames *D. trifida*, aracées, palmiers, manguiers, avocats, papayers, café, cacao, vanille...

Sous actions

- Recenser et décrire la diversité des variétés existant localement en Guyane ; prendre en compte leur adaptation régionale
- Augmenter la disponibilité en matériel végétal de ces cultures de diversification
- Créer un fonds documentaire sur ces matériels (incluant la « littérature grise »)



Diapositive 17

A3.3- Communication et diffusion des connaissances disponibles ou acquises sur l'évaluation des variétés

Sous actions

- Journées techniques, fiches techniques, documentation pour site Internet, publi-reportages/presse
- Formation Producteurs/pépiniéristes



Diapositive 18

Focus sur calendrier travail

	Sep 12	Déc 12	Juil 13	Déc 13	Déc 14	Déc 15	Déc 16
A1.1 Intro Ignames	← →						
A1.2 Intro ananas	← →						
A1.3 Intro bananiers	← →						
A2.1 Evaluation Agrumes/scab & variétale	voir schéma spécifique						
A2.2 Poivrons	← →						
A3.1 Evaluation participative performances agro.		← →					
A3.2 Exploration diversité locale	← →						
A3.3 Communication & diffusion	← →						

Diapositive 19

Calendrier Agrume, production de plants et entrée en fructification

	Du semis au greffage	Elevage plants greffés en pépinière livraison	Plantation verger développement végétatif	Entrée en fructification (production faible)	Phase productive significative
Durée phase	6 - 9 mois	6 – 9 mois	2 ans et demi	2 ans	1 à 15 ans
Cumul	6 - 9 mois	12 à 18 mois	3 – 4 ans	5-6 ans	7 à 21 ans
Production plants	début	livraison			
Evaluation	début	Phase de suivi, sans évaluation		Evaluation	

Diapositive 20

Partenaires potentiels

- SALIM-DAAF, CIRAD, INRA, C.A., CFPPA, PAG, Lycée Agricole, GDA Mana, Exploitants agricoles de Corossony (Régina) et Cacao, APAPAG, autres producteurs pionniers à identifier, pépiniéristes, producteurs sur abattis bushinengués et haïtiens,...

↓

A préciser par action

Diapositive 21

Partenaires potentiels

A1.1 : SALIM-DAAF, CIRAD, INRA, C.A.
GDA Mana, CFPPA Ouest, MFR Mana : exploitants sur abattis bushinengués et haïtiens, producteurs pionniers à identifier

A1.2 : SALIM-DAAF, CIRAD, INRA, C.A.
CFPPA Est : exploitants agricoles de Corossony (Régina) et Cacao + quelques adhérents APAPAG probablement Pépiniériste spécialisé? Ex : formation pépiniériste existant Cacao
Bureau d'études ou mission chercheur pour étude tâches brunes

A1.3 : SALIM-DAAF, CIRAD, INRA, C.A.
GDA Mana / APAPAG / Biosavane / PFFLG + CFPPA Est/ouest voire Maroni : producteurs pionniers à identifier

A2.1 / A2.2 : SALIM-DAAF, CIRAD, INRA, C.A.
GDA Mana / APAPAG / Biosavane / PFFLG + CFPPA Est/ouest voire Maroni / lycée agricole : producteurs pionniers à identifier
Pépiniéristes Cacao et Mana

A3.1 : SALIM-DAAF, CIRAD, INRA, C.A.
Prestation bureau d'études, mission chercheur long terme ou CDD (structure porteuse à définir)
Interlocuteurs : GDA Mana / APAPAG / Biosavane / PFFLG + CFPPA Est/ouest voire Maroni / lycée agricole + pépiniéristes + voir problématiques agriculteurs isolés

A3.2 : SALIM-DAAF, CIRAD, INRA, C.A.
producteurs pionniers à identifier ou pépiniéristes (Cacao, Mana ou autres)

A3.3 : Voir suggestions partenaires atelier « gestion des connaissances /base de données »

A4 : (IDEM A3.1 / travaux parallèles) SALIM-DAAF, CIRAD, INRA, C.A.
Prestation bureau d'études, mission chercheur long terme ou CDD (structure porteuse à définir)
Interlocuteurs : GDA Mana / APAPAG / Biosavane / PFFLG + CFPPA Est/ouest voire Maroni / lycée agricole + pépiniéristes + voir problématiques agriculteurs isolés

Diapositive 22

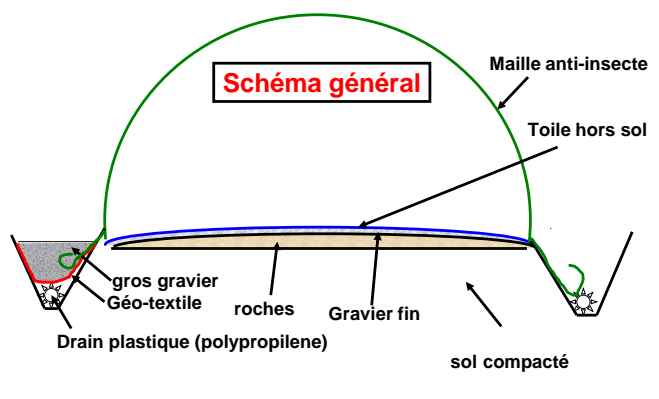
Moyens

Infrastructures

- Réhabilitation et équipement serre de sevrage Cirad de Pointe Combi
- Mise en place de serres additionnelles de sevrage dédiées à Ignames, bananes et ananas
- Mise en place tunnel anti-insecte pour greffage et de multiplication d'agrumes dont têtes de lignée
- Mise en place serre de collecte matériel végétal local

Diapositive 23

Exemple d'un abri anti-insecte pour parc à bois ou unité de préamplification de têtes de lignée d'agrumes



Diapositive 24

 **LA RECHERCHE AGRONOMIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT**

Gestion d'une pépinière d'agrumes en zone tropicale humide (Martinique)

Parc à bois sous tunnel : production de greffons à partir de jeunes plants hors sol certifiés (conformité variétale et état sanitaire)



→ Un tiers des plants est renouvelé chaque année

Moyens

Moyens humains (1 ETP sur durée des actions)

- Appui installation serres et mise en conformité serres sevrage et quarantaine
- Appui pour formation aux techniques de sevrage, de multiplication horticole ou de greffage, respect des schémas de production de plants de qualité (ignames, ananas, bananiers, agrumes,...)
- Appui diagnostic Thécla
- Appui itinéraires techniques /cultures concernées

Diapositive 1

Atelier « Gestion de la fertilité des sols »



RITA
Réseau d'Innovation et
de transfert agricole dans les DOM

SEMINAIRE RITA - PRODUCTIONS VEGETALES - KOUROU, le 11/06/2012

Diapositive 2

Rappel sur la fertilité des sols

Les différents aspects de la fertilité :

- **Fertilité chimique**
quantité de nutriments (azote, phosphore, potassium, etc.)
- **Fertilité physique et physico-chimique**
acidité, texture, salinité, érosion, etc.
- **Fertilité biologique**
diversité de la microflore, de la microfaune et des processus

RITA
Réseau d'Innovation et
de transfert agricole dans les DOM

SEMINAIRE RITA - PRODUCTIONS VEGETALES - KOUROU, le 11/06/2012

Diapositive 3

Les types de sol en Guyane

- Sols très évolués, détritiques
 - pauvres en nutriments
- Sableux
 - ne retiennent pas les nutriments, y compris les engrais
- Acides
 - toxicité pour les cultures ?
- Hétérogénéité des sols même intraparcellaire
- La plupart des nutriments se trouvent dans la biomasse végétale et non dans le sol
- La déforestation si on exporte la biomasse entraîne une perte de la fertilité des sols

RITA
Réseau d'Innovation et
de transfert agricole dans les DOM

SEMINAIRE RITA - PRODUCTIONS VEGETALES - KOUROU, le 11/06/2012

Diapositive 4

Une gestion qui commence avant l'installation

- Choix des terres attribuées aux agriculteurs
 - Quelle zone propice à l'agriculture au niveau des communes ?
- Choix de modalités de déforestation en fonction du projet de l'agriculteur
 - Bull, Broyage forestier,
- Installation des productions en fonction du projet de l'agriculture
 - agroforesterie,
 - élevage ruminants
 - agriculture biologique
 - maraichage.....
- Entretien de la fertilité sur le court (cycle de culture) et le long terme pour permettre de produire durablement

 SEMINAIRE RITA - PRODUCTIONS VEGETALES - KOUROU, le 11/06/2012
Réseau d'innovation et de transfert agricole dans les DOM

Diapositive 5

Avant l'installation

- Dans quelle zone installer des agriculteurs ?
 - Mettre à disposition des communes **des cartes de fertilité des sols** pour aider au zonage ZA dans les PLU (outil d'aide à la décision pour les élus des communes).
→ **Nécessité de faire des analyses dans certaines communes où ces cartes de fertilité n'existent pas !**
- Selon le projet de l'agriculteur :
 - Quelle modalité de déforestation pour « conserver » voire améliorer la fertilité des sols ?
 - Quel système installer?
 - Mettre à disposition des techniciens et des agriculteurs **une plaquette pédagogique de conseil** qui :
 - compare les différents modes de déforestation (aspects économiques, fertilité..)
 - donne des conseils d'implantation et de fertilisation
 - **synthèse bibliographique**
 - **valorisation des travaux existants en Guyane (thèse CETIOM en cours, projet BIOMASSE Energie, synthèse Agroforesterie du réseau Rural etc.....) et en dehors de la Guyane (travaux au Vénézuéla, Brésil, etc....)**

 SEMINAIRE RITA - PRODUCTIONS VEGETALES - KOUROU, le 11/06/2012
Réseau d'innovation et de transfert agricole dans les DOM

Diapositive 6

Après l'installation

→ Une gestion de la fertilité différente selon le système de production :

Maraichage	Arboriculture	Prairie	Abattis...
------------	---------------	---------	------------

- Selon le projet agricole , **proposer des conseils sur les techniques d'entretien et d'amélioration de la fertilité** (physique, chimique, biologique)
 - Raisonner les apports en fonction des besoins des culture et du sol,
 - Adapter les méthodes de fertilisation en fonction des contraintes (coût, main d'œuvre, ...)
 - **Recenser et mettre à jour les fiches techniques par culture et les conseils de fertilisation organique et minérale** (valoriser les fiches existantes aux Antilles et ailleurs) → voir atelier « gestion des connaissances »
 - **Poursuivre les formations des agriculteurs sur le choix des engrais et les conseils de fertilisation organique et minérale (date/dose)**
 - **Poursuivre le recensement et la description des savoirs faire paysans**
 - **Consolider le réseau d'expérimentations participatives** sur différentes techniques de fertilisation (analyses chimiques, physiques et biologiques, suivi, multi-site...)

 SEMINAIRE RITA - PRODUCTIONS VEGETALES - KOUROU, le 11/06/2012
Réseau d'innovation et de transfert agricole dans les DOM

Diapositive 7

Réseau d'expérimentations participatives à consolider

- Choisir les techniques à tester (BRF, compostage et utilisation de composts, engrais vert, plantes de couverture, biofertilisants...)
- Définir des protocoles simplifiés (état initial, témoin,...)
- Répartition des rôles entre les partenaires :
 - Prélèvements, analyses, interprétations
 - Mise en place et suivi des expérimentations
 - Rédaction des comptes-rendus des essais, etc...

→ Définir qui fait ? Quoi ?



SEMINAIRE RITA - PRODUCTIONS VEGETALES - KOUROU, le 11/06/2012

Diapositive 8

Quelle priorité d'actions ?

Pour la phase avant et pendant l'installation

Objectifs	Actions à réaliser	Partenaires potentiels	Échéance de réalisation
Réalisation de cartes de fertilité des sols	- Réalisation d'analyses complémentaires - Elaboration des cartes	Conseil général, DAF, ASP, Commissaire au développement endogène CIRAD, INRA, CETIOM Solicaz, Biosavane, GDA, Mamamobi, GAJE...	> 2 ans
Rédaction d'une plaquette pédagogique sur les modes de déforestation et systèmes à implanter	- Synthèse bibliographique des travaux scientifiques et pratiques des agriculteurs, - Voyages d'étude et enquêtes complémentaires		< 2 ans

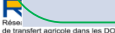

SEMINAIRE RITA - PRODUCTIONS VEGETALES - KOUROU, le 11/06/2012

Diapositive 9

Quelle priorité d'actions ?

Après la phase d'installation

Objectifs	Actions à réaliser	Partenaires potentiels
Actualiser les fiches techniques par culture	Recensement des fiches existantes et synthèse des connaissances	CIRAD, INRA, CETIOM Solicaz, Biosavane, GDA, Mamamobi, GAJE...
Former les agriculteurs	Définir un programme de formation Cibler les agriculteurs prioritaires Organiser les formations	CIRAD, INRA, CETIOM Solicaz, Biosavane, GDA, Mamamobi, GAJE...
Réseau d'expérimentations participatives	- Choix des sites et des agriculteurs référents - Choix des techniques et détermination de l'état initial (analyses) - Élaboration des protocoles et mise en place d'un suivi avec les partenaires	CIRAD, INRA, CETIOM Solicaz, Biosavane, GDA, Mamamobi, GAJE...


SEMINAIRE RITA - PRODUCTIONS VEGETALES - KOUROU, le 11/06/2012

Fonctionnement

- Un comité de suivi « gestion de la fertilité » composé des partenaires
- Un technicien (1 ETP/an pendant 2 ans) chargé de
 - Faire les synthèses bibliographiques,
 - Coordonner le réseau d'expérimentations voire réaliser le suivi de certaines expérimentations en collaboration avec les partenaires
 - Elaborer les documents de synthèse et les plaquettes pédagogiques de conseil

Diapositive 1

Atelier Gestion de l'information

Capitalisation & mise à disposition des connaissances

Animation RITA Guyane
Juin 2012

Diapositive 2

Pourquoi un tel atelier ?

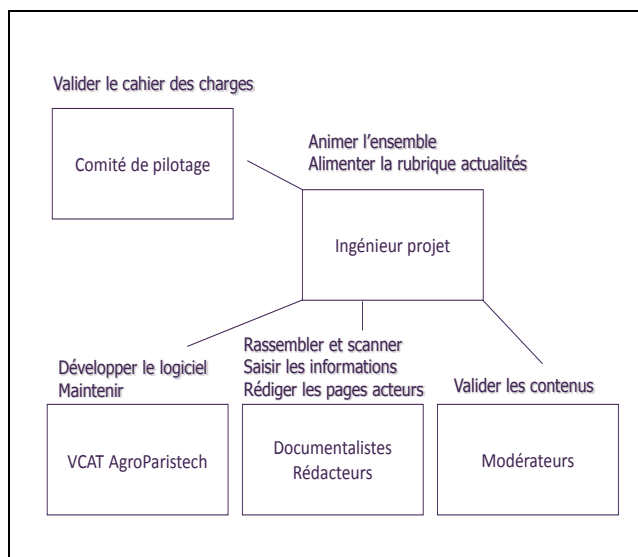
- Multiplicité des acteurs R & D
- Dispersion et dilution de l'information
- Turn-over important des personnes impliquées
- Peu de mémoire et de capitalisation des actions
- Besoins :
 - D'un outil de communication pour les acteurs du RITA
 - D'un accès large et partagé à tout type de documentation liée à l'agriculture en Guyane
 - **Sous forme d'une application web**

Diapositive 3

Un peu d'histoire

- Action transversale relevée comme prioritaire (étude Agro-Transfet)
- Première ébauche d'un cahier des charges et d'une organisation fin 2009

Diapositive 4



Diapositive 5

Un peu d'histoire

- « Gel » du projet mais différentes initiatives

Base documentaire d'ECOFOG
<http://www.ecofog.gf/biguyne/>

- Références bibliographiques avec leur localisation
- Axées sur la forêt
- Possibilité d'élargissement thématique, et d'intégrer la littérature grise
- Pas de docs téléchargeables

Diapositive 6

Un peu d'histoire

Site de l'AAAAG <http://www.aaaaguyane.org/>

- Référentiels production, l'administration et les professionnels
- Accès à des références bibliographiques
- Site en construction, axé sur le bénévolat des membres
- Pas de docs téléchargeables (envoi des docs sur demande)

Diapositive 7

Un peu d'histoire

Site Trans-FAIRE <http://transfaire.antilles.inra.fr/>

- Gestion de l'information innovation transfert agricole dans les DFA
- Fiches de synthèse, documents téléchargeables, news
- Interrogeable par mots-clés, productions, enjeux
- Basé sur un groupe de travail qui incrémente au fur et à mesure (informatique, com, doc, recherche)
- Évolutif facilement

Diapositive 8

Et maintenant ?

- Affiner l'énoncé des besoins
- Recenser les ressources actuelles : moyens humains potentiels chez les différents acteurs, moyens matériels et d'infrastructures
- Proposer un ou des scénarios d'organisation
- Définir si possible les contours d'un projet de mise en œuvre d'un outil de gestion de l'information pour le RITA

Diapositive 9

Les besoins ?

- Utilisateurs
- Type de documents
- Structuration de l'information

Diapositive 10

Les besoins ?

- Utilisateurs
- Type de documents
- Structuration de l'information (rubriques, requêtes)
- News ?
- Suivi des projets RITA ?
- Profils d'utilisateurs ?
- (Élaboration de trames de protocoles et de comptes-rendus d'essais)
- (Élaboration de fiches techniques (identification de ravageurs, pratiques culturales...))

Diapositive 11

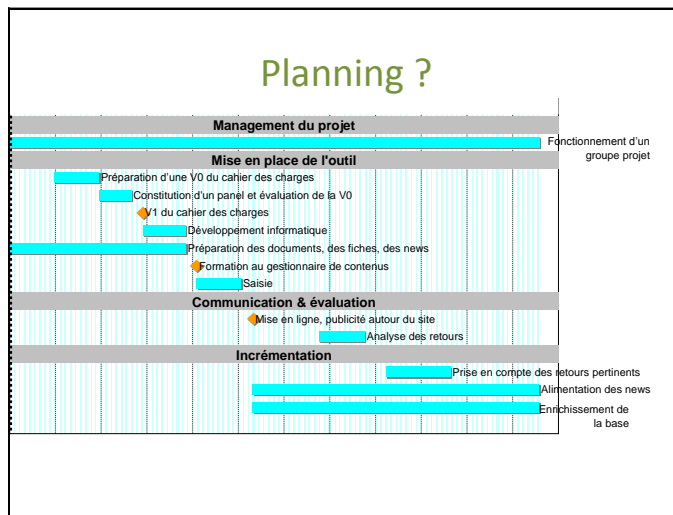
Les ressources ?

	SALIM	SEA	Cirad	INRA	Lycée	...			
Doc									
Gisement doc									
Rassembler doc									
Scanner									
Com									
Rédaction news									
Informatique									
Serveur / réseau									
Développement / maintenance									
Saisie									

Diapositive 12

L'organisation ?


- Comité de pilotage (= CPR ?)
- Groupe projet avec un animateur
- Chef de projet informatique
- « Rédacteurs »
- Panel d'utilisateurs



Diapositive 1

Synthèse Atelier 5
Système de cultures et
itinéraires techniques à moindres
intrants chimiques

RITA GUYANE JUIN 2012




SEMINAIRE RITA - PRODUCTIONS VEGETALES - KOUROU, le 11/06/2012

Diapositive 2

Contexte

- Un pédoclimat favorable aux maladies, ravageurs,
- Des systèmes de cultures et des itinéraires contrastés et nombreux, de l'abattis à la culture hors sol...,
- Des produits autorisés en constante diminution
- Beaucoup de cultures sans produits autorisés
- Des producteurs et des consommateurs plus sensibles à l'agroécologie et à la protection de l'environnement
- Des actions déjà en cours (EcoPhyto 2018)




SEMINAIRE RITA - PRODUCTIONS VEGETALES - KOUROU, le 11/06/2012

Diapositive 3

Contexte

- Des actions déjà en cours à CAPITALISER et de résultats à METTRE A DISPOSITION des acteurs (Protocole minimum, analyse et synthèse ...voir atelier 'Gestion de l'information')
- Des acteurs de terrains déjà très mobilisés par de nombreuses tâches
- Dans cet atelier nous limitons notre réflexion autour de la protection des cultures en maraîchage et vergers conventionnels et sur abattis




SEMINAIRE RITA - PRODUCTIONS VEGETALES - KOUROU, le 11/06/2012

Diapositive 4

Objectifs

- Mieux caractériser les bioagresseurs, pour mieux les contrôler
- Adapter et transférer des méthodes de protection des cultures utilisant moins de produits phytosanitaires
- Disposer d'outils pédagogiques pour le choix et la mise en œuvre des méthodes de contrôle

➔ Diminuer les traitements et proposer des méthodes alternatives

 Réseau d'Innovation et de transfert agricole dans les DDM

SEMINAIRE RITA - PRODUCTIONS VEGETALES - KOUROU, le 11/06/2012

Diapositive 5

Action 1. Identifier et suivre les bioagresseurs et auxiliaires

- Finaliser les inventaires pour cibler les traitements
 - Inventaire des auxiliaires et suivi des ravageurs
 - Suivi des maladies selon les bassins de production et les saisons
 - Diagnostic des taches noires sur ananas

Partenaires potentiels : Biosavane, CA, Cirad, Inra, Salim ...

➔ Actualisation et réalisation de fiches d'identification et fiches techniques (reconnaissance, lutte)

 Réseau d'Innovation et de transfert agricole dans les DDM


SEMINAIRE RITA - PRODUCTIONS VEGETALES - KOUROU, le 11/06/2012

Diapositive 6

Action 2. Formation sur les bonnes pratiques

- Synthèse bibliographique et travaux en cours
- Organisation de formations pour les producteurs (rotations, jachères, associations)
- Réalisations de fiches

Partenaires potentiels : ACTA, CA, CFPPA, Cirad, Eplefpa, Inra, OPA ...


 Réseau d'Innovation et de transfert agricole dans les DDM

SEMINAIRE RITA - PRODUCTIONS VEGETALES - KOUROU, le 11/06/2012

Diapositive 7

Action 3. Consolidation du réseau d'expérimentations actuel et mise en place de nouveaux essais

- Formation des techniciens sur les dispositifs expérimentaux
- Poursuite des travaux sur le Flétrissement de la tomate (plantes de service)
- Poursuite des essais sur les mouches des fruits (piégeage)
- Poursuite des essais filets ananas (taches)
- Mise en place d'essai rejets ananas
- Essais de traitements ciblés (scab & cuivre...)
- Recherche et évaluation de variétés résistantes (à plus long terme)

 SEMINAIRE RITA - PRODUCTIONS VEGETALES - KOUROU, le 11/06/2012


Diapositive 8

Action 3. Consolidation du réseau d'expérimentations actuel et mise en place de nouveaux essais (suite)

- Maîtrise de l'enherbement pour limiter l'usage d'herbicides en relation avec l'atelier fertilité
 - BRP
 - Paillages
 - Plantes de couverture

Partenaires potentiels : Assofwi, CA, Cirad, Eplefpa, INRA, OPA, Solicaz ...


[→ Comptes-rendus d'expérimentations, fiches techniques](#)

 SEMINAIRE RITA - PRODUCTIONS VEGETALES - KOUROU, le 11/06/2012

Diapositive 9

Conclusions

- Besoin ressources humaines sur les actions ciblées :
 - 6 ETP
 - 1 sur ananas
 - 2 sur inventaires
 - 1 sur enherbement
 - 1 sur flétrissement bactérien
 - 0,5 sur Scab
 - 0,5 sur formations
 - 3,5 ETP sont mobilisables dans les projets en cours ou prévus (EcoPhyto, FEDER)

 SEMINAIRE RITA - PRODUCTIONS VEGETALES - KOUROU, le 11/06/2012

Diapositive 1

**Atelier : innover afin d'accroître les
revenus des exploitations en
production végétale**

 Réseau d'Innovation et
de transfert agricole dans les DDM

SEMINAIRE RITA - PRODUCTIONS VEGETALES - KOUROU, le 11/06/2012

Diapositive 2

Contexte

- Opportunités de marché (demande croissante, produits de niche, approvisionnement des GMS...) pour les agriculteurs malgré les défis (importations, compétitivité, attentes consommateur...) et les contraintes du secteur (qualité, régularité des appro., suivi technique...).
- Problème de régularité dans l'approvisionnement des circuits de distribution (surplus / pénuries) et dans la qualité.
- Potentiel de valorisation des produits de Guyane.
- Demande d'appui technique sur les procédés d'agrotransformation.

Diapositive 3

4 actions à mener

1. Caractérisation des opportunités de marché pour des produits classiques et spécifiques intégrés dans des circuits organisés (grossistes / agrotransformateurs / restauration collective), en fonction des attentes des consommateurs et de l'évolution des filières
2. Analyse des moyens mis en œuvre pour régulariser l'approvisionnement des circuits organisés
3. Identification de signes de qualité pour des produits spécifiques (Ananas / Wassai / Couac)
4. Transfert de procédés de transformation

Diapositive 4

1. Caractérisation des opportunités de marché

La demande en produits classiques et spécifiques

- Quelle demande des acteurs des filières : grossistes / GMS / agrotransformateurs / restauration collective ?
- Quelle demande des consommateurs (origine / saveurs / santé) ?

L'évolution des filières : vente directe / circuit organisé

- Quelle est la stratégie des acteurs (dont agriculteurs) ?
- Quelle est l'évolution des indicateurs socio-éco. (consommation des ménages, fluctuations des prix, importations, volume de production) ?

Actions à mener :

- Mise à jour des sources disponibles : INSEE, douanes, DAAF, rapports, cf atelier 'base documentaire',...
- Enquêtes spécifiques menées sur le terrain

Les partenaires : CIRAD, INRA, CA, DAAF, UAG, AAAAG, AgroParisTech, interprofession F&L, groupements de producteurs, INSEE, douanes, ...

Diapositive 5

2. Régularité de l'approvisionnement

Peut-on réguler l'approvisionnement en produits classiques et spécifiques :

1. Par les pratiques agricoles ?
2. Par l'introduction de variétés adaptées ?
3. Par des regroupements de producteurs ?
4. Par la mise en place de centres de collecte, de stockage, et de transport ?

Actions à mener :

1. Fiches d'itinéraires techniques : cf atelier 'systèmes de culture'
2. Fiches variétales : cf atelier 'diffusion de plants'
3. Etude de viabilité de regroupement de producteurs
4. Étude de faisabilité pour un centre de collecte, de stockage, et de transport

Les partenaires : DAAF, CIRAD, INRA, CA, AgroParisTech, groupements de producteurs, interprofession F&L, Guyane Technopole

Diapositive 6

Les Signes Officiels de Qualité

SOQ	Caractéristiques	Contraintes	exemple
Appellation d'Origine Protégée	Protège un produit ayant un lien étroit avec le terroir et le savoir-faire	. Aire délimitée . Conditions de production précises . Notoriété de longue date	Rhum agricole de Martinique
Indication Géographique Protégée	Protège un produit ayant un lien étroit avec son origine	Qualité en lien avec l'origine géographique	Melon de Guadeloupe (500ha, 8000T)
Spécialité Traditionnelle Garantie	Protège une recette traditionnelle	mode de production et/ou de transformation traditionnel	L'échalotte traditionnelle (demande en cours)
Agriculture Biologique	Protège un produit biologique	Mode de production biologique	Biosavane

Diapositive 7

3. Signes de qualité

Peut-on qualifier des produits de Guyane par des signes de Qualité pour de nouveaux marchés (GMS / export) ?

1. Appellation d'Origine Protégée : Couac
2. Indication Géographique Protégée : Ananas bouteille
3. Spécialité traditionnelle Garantie : Wassai, plantes médicinales
4. Cultures biologiques

Actions à mener :

- Etude de faisabilité : intérêt des producteurs, demande des GMS/export (cf action 1), structuration de la filière (cf action 2), identification variétale (cf atelier 'évaluation variétale'), itinéraire technique (cf ateliers 'système de culture' + 'fertilité des sols', action 4), référentiel technico-éco.
- Activités Recherche : liens entre qualité du produit et zone géo.

Les partenaires : CIRAD, INRA, DAAF, CA, INAO, Biosavane, AgroParisTech, groupements de producteurs, interprofession F&L, filières déjà labellisées

Diapositive 8

4. L'agro-transformation

Peut-on améliorer les procédés de transformation ?

- Procédés de fabrication : toman, huiles essentielles
- Procédés de conservation : wassai et chips de légumes, fruits, et tubercules

Actions à mener :

- Transfert des technologies existantes et des pratiques pour la maîtrise des contaminants sur la chaîne alimentaire
- Activités Recherche : développement de nouvelles technologies spécifiques aux produits

Les partenaires : CIRAD, CCOG (atelier Relais), Guyane Technopole, agrotransformateurs privés, Pole Alimentaire Régional de la Martinique, Centre de Valorisation des Glucides

Diapositive 9

Moyens et calendrier

Objectifs	Actions à réaliser	Moyens mis en œuvre	échéances
1. Identification des opportunités de marché	Analyse de la demande	1 ETP + missions d'encadrement	2 ans
2. Régularisation de l'appro.	Etude de faisabilité	1 ETP + missions d'experts	> 2 ans
3. Obtention d'un signe de qualité	Etude de faisabilité	Missions d'experts	> 2 ans
4. Amélioration des procédés de transformation	Transfert de technologie	Missions d'experts	< 2 ans

Annexe 3 : Compte-rendu de l'atelier « Production et diffusion de matériel végétal sain et introductions de nouvelles variétés »

Animateurs : Henri Vannière/ Jean-Michel Risède (CIRAD)
Secrétaire : Laura Demade-Pellorce (DAAF/SALIM)



Participants

Nom	Prénom	Organisme	Tel.	E.mail
Thevenin	Jean-Marc	CIRAD Kourou	05 94 32 73 60	jean-marc.thevenin@cirad.fr
Laplace	Damien	DAAF/Salim	06 94 21 86 21	damien.laplace@agriculture.gouv.fr
Péto	Dalila	INRA AG	05 90 25 59 13	dalila.petro@antilles.inra.fr
Tournebize	Régis	INRA AG	05 90 25 59 76	regis.tournebize@antilles.inra.fr
Chair	Hana	CIRAD AGAP	04 67 61 55 48	hana.chair@cirad.fr
Demade-Pellorce	Laura	DAAF/SALIM	06 94 99 47 08	laura.demade-pellorce@agriculture.gouv.fr
Gentil	Eve	CFPPA Guyane	06 94 96 92 93	eve.gentil@educagri.fr
Montabord	Gilbert	ARAG	06 94 21 79 98	arag.973oo@yahoo.fr
Dizout	Alain	Chambre d'Agriculture	06 94 43 76 57	psfl@orange.fr
Gourmel	Charlotte	Biosavane	06 94 27 91 26	charlotte.gourmel@voila.fr
Roth	Melina	Parc Amazonien	06 94 21 24 63	melina.roth@guyane-parcnational.fr
Vannière	Henri	CIRAD HORTSYS	04 67 61 58 62	henri.vannière@cirad.fr
Risède	Jean-Michel	CIRAD	04 67 61 49 21	jean-michel.risede@cirad.fr

Compte-rendu des discussions

Les visites de terrain ont mis en évidence un problème d'accès des producteurs à du matériel végétal (MV) amélioré et/ou innovant.

L'introduction de MV constitue un « verrou en tête de filière ». Le risque d'introduction de nuisibles est majeur, en découle des conséquences réglementaires contraignantes.

D. Laplace fait une synthèse des textes réglementaires.

Deux références réglementaires concernent l'introduction de MV en Guyane :

- La directive européenne 2000/29 : réglementation des mouvements de MV entre Europe et pays tiers ;
- Arrêté du 3 septembre 1990 : réglementation spécifique pour les Régions Ultra Périphériques (RUP) avec 6 annexes spécifiques aux DOM.

En 1990, il était prévu que l'arrêté soit provisoire et que le cas des DOM-TOM soit intégré à la réglementation européenne. Des travaux sur le sujet sont en cours mais n'ont pour le moment pas abouti.

Les échanges de MV sont basés actuellement sur le Certificat Phytosanitaire d'Origine pour les échanges vers l'Europe et entre DOM, la Guyane étant considérée comme un pays tiers.

Pour chaque famille de produits, l'**annexe 5** définit ce qui est interdit, l'**annexe 6** définit les conditions d'introduction pour les produits qui sont autorisés.

Cas des agrumes :

- D'après l'Annexe 5 : Introduction interdite sous toutes les formes, pour toutes les variétés. Mais il y a une possibilité de dérogation pour les plants, boutures, greffons par Autorisation Technique d'Importation (ATI)

→ *Se renseigner sur les institutions agréementées, confirmer qu'un seul agrément est valable pour différents types de MV (graines, boutures, etc.) ou s'il en faut un par type de matériel*

- Annexe 6 : pour les graines et les fruits, traitement fongicide et insecticide obligatoire, production en zone indemne de *Xanthomonas campestris*.

Cas de l'ananas :

- Annexe 5 : interdit sous toutes les formes sauf provenance d'Hawaï, République Dominicaine, Martinique et Guadeloupe. Pas de possibilité d'ATI.
- Annexe 6 : introduction possible si le MV est certifié indemne et la zone de production (ZP) est certifiée indemne de :
 - toutes maladies causées par des virus ou des bactéries,
 - *Phytophthora. Thielaviopsis, Fusarium*

Concernant les graines : la ZP doit être exempte de Wilt, les graines doivent obligatoirement recevoir un traitement fongicide et bactéricide.

→ *A court terme : se renseigner sur la démarche adoptée pour introduire des ananas aux Antilles.*

Cas de la banane :

- Annexe 5 : similaire aux agrumes, interdiction mais possibilité d'ATI
- Annexe 6 : quarantaine obligatoire et certification du MV et de la ZP qui doit être indemne de : *Pseudomonas solanacearum* race II (maladie de MOKO), *Mycosphaerella fijiensis* et *musicola*, *Erwinia* spp, Banana Bunchy Top Virus, mosaïques, *Fusarium oxysporum* F. sp. Cubense race IV (maladie de Panama), Elephantiasis.
- Arrêté du 17/10/95, possibilité d'autorisation par le SALIM/DAAF pour des vitroplants non réacclimatés et pour des semences artificielles, si un cahier des charges est défini pour le producteur de matériel relatif aux conditions de réacclimatation.

Cas du manioc :

possibilité d'ATI

Cas de l'igname :

- Annexe 5 : les racines et tubercules pour plantation et consommation en provenance d'une dizaine de pays sont interdits en Guyane exclusivement dont le Brésil, la Martinique, la Guadeloupe, la Côte d'Ivoire. (remarque : possibilité Surinam ?)
- Annexe 6 : pas d'exigences complémentaires pour les ignames de plantation.

Cas de la Patate douce :

Possibilité d'ATI pour les racines et tubercules.

Cas des Palmiers :

Graines interdites mais possibilité d'ATI pour les autres MV.

Remarque : les pays producteurs ne donneront peut-être pas leur accord pour transmettre leur MV (cas du Brésil).

La directive 2008/61/CE du 17 juin 2008 permet de déroger à la directive 2029 pour des travaux scientifiques (essais et extensions) ou des travaux à des fins de sélection variétale.

→ le groupe de travail considère qu'il y a un réel besoin de travailler en collaboration avec les DOM pour éclaircir l'interprétation des textes réglementaires.

Le groupe de travail a échangé et fait des propositions par famille.

Pour l'IGNAME :

Contexte / Enjeux :

- Forte diversité de variétés amérindiennes, besoin de structuration pour valoriser les espèces présentes, pour mettre à disposition plants sains
- Les agriculteurs pourraient être intéressés pour produire des plants sains si la démarche assure un meilleur rendement et un débouché commercial
- Préférence variétale très liée à l'appartenance sociale
- Sur le terrain, peu de différences variétales, les agriculteurs connaissent peu leurs variétés, ils plantent ce qu'ils peuvent
- Probablement des variétés résistantes en Guyane :
 - D. trifida* souvent virosées mais les amérindiens possèdent probablement des variétés plus saines.
 - D. alata* (igname blanche), origine asiatique, sensible à l'anthracnose
 - D. rotundata* / *D. cayenensis* (ignames jaunes), origine africaine, rares en Guyane mais plus résistantes aux maladies bien qu'exigeantes en fertilisation.

Proposition :

Introduction possible d'ignames jaunes et blanches, fournisseurs CIRAD et INRA (CRB), puis formation de producteurs après introduction/sevrage pour la multiplication

Remarque : multiplication plutôt à faire par les producteurs car les pépiniéristes ne connaissent pas bien l'igname.

Pour les AUTRES TUBERCULES :

- Dachine :

- Affaiblis par nématodes, coléoptères, palissement des racines
- Peu d'identification des variétés, pas de demande réelle d'introduction de plants sains sur le terrain

- Manioc :

Très cultivé avec une très grande diversité variétale et d'usages. Nécessité de connaître les variétés cultivées et leur structuration. Demande pour la mécanisation de la récolte et la production de couac.

Pour les AGRUMES :

Besoin de caractériser la diversité locale et de la valoriser pour à terme disposer d'une gamme identifiée et élargie.

Contexte / Enjeux :

- Résistance au scab, réelle limite pour exportation par fret/avion qui permet ouverture vers débouchés autres que marchés locaux
- Actuellement ; il est impossible pour un pépiniériste d'introduire des plants pour les multiplier : forte demande de la part de cette profession

Proposition :

- Prélèvement de variétés locales, assainissement, ré-introduction puis multiplication ;
- Introduction de MV provenant de l'INRA de Corse : introduction de petits lots de baguettes, prévoir un lieu de multiplication pour contrôler la diffusion.
- Multiplication/création de gammes confiées aux pépiniéristes qui seront formés et « contraints » de les vendre à un prix abordable et de tracer la diffusion des plants.
- L'introduction de greffons est une solution envisageable mais il serait intéressant aussi d'introduire des graines pour élargir la gamme des porte-greffes présents en Guyane.

Pour l'ANANAS :

Contexte / Enjeux :

- Problème de la production de rejets (variétés favorables à la production de rejets ? compensation numérique ?)
- Complexe des tâches noires qui affectent les fruits,
- Gros besoin de solutions techniques car les agriculteurs ont peur de changer de variété (ananas bouteille et lien consommateur) : acceptabilité des nouvelles variétés ?

Proposition :

Diversifier la gamme de variétés avec des variétés adaptées à chacune des problématiques : rejets, tâches noires, forme bouteille, mais aussi pour assurer une plus grande production et continue sur l'année

Pour la BANANE :

Contexte / Enjeux :

- Gestion de la Maladie des Raies Noires (MRN)
- Permet de dégager de la trésorerie à court terme en attendant l'établissement des vergers par exemple

Propositions :

- Introduction de variétés résistantes à la MRN sous forme de vitro-plants et multiplication à l'aide de techniques horticoles
- Techniques culturales pour gérer la MRN

Pour les PALMIERS :

Forte sollicitation des agriculteurs, volonté de se diversifier avec le wassai.

Le Wassai guyanais est réputé pour son goût mais la récolte est difficile. Il y a une demande pour des variétés de wassai adaptées à la récolte (nain). Une variété naine existe au Brésil mais a priori pas de transfert de MV (maintien de l'innovation au Brésil). Pas de possibilité d'introduction de MV brésilien. Pas de proposition faite dans le cadre de l'atelier.

Pour les AVOCAT / MANGUIER / GOYAVE :

Contexte / Enjeux :

Variétés présentes en Guyane mais peu développées : problèmes phytosanitaires, manque de variétés satisfaisantes,...

Proposition :

- Prospection MV existants
- Introduction de variétés adaptées

Quelle provenance choisir ?

Manguier de Guadeloupe ?

Avocat du Guatemala, Mexique, Antilles ?

Goyave ?

Quelles sont les caractéristiques attendues ?

manguier → mangue sans fil

avocat → résistance aux maladies et meilleur goût.

Pour la PAPAYE :

Contexte / Enjeux :

Viellissement du MV/ pertes de propriétés due à des dérives dans le temps

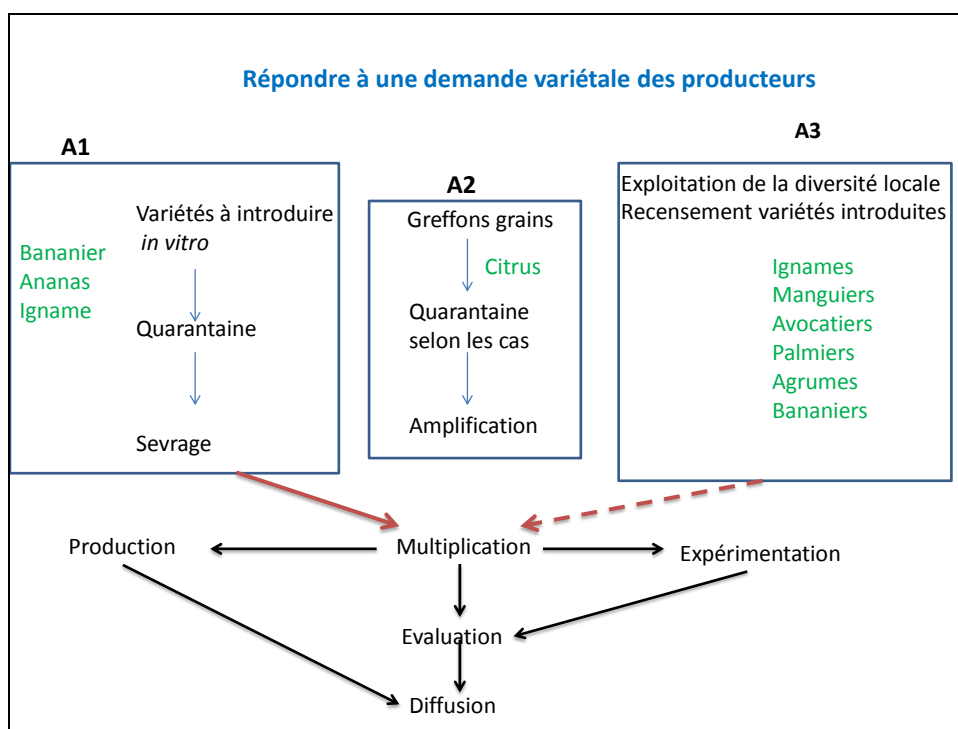
La papaye Solo semble être peu adaptée à l'Ouest Guyanais

Proposition :

Renouvellement du matériel par l'introduction de semences

De nombreux échanges ont eu avec les participants à l'atelier et se sont poursuivis l'après-midi lors de l'atelier « évaluation variétale ».

Schéma récapitulatif des différentes phases nécessaires avant la diffusion de matériel végétal sain, selon les espèces.



Annexe 4 : Compte-rendu de l'atelier « Evaluation variétale »

Animateurs : Henri Vannière/ Jean-Michel Risède (CIRAD)

Secrétaire : Claudie Pavis (INRA)

Participants

Nom	Prénom	Organisme	Tel.	E.mail
Thevenin	Jean-Marc	CIRAD Kourou	05 94 32 73 60	Jean-marc.thevenin@cirad.fr
Pavis	Claudie	INRA	06 90 34 38 24	Claudie.pavis@antilles.inra.fr
Péto	Dalila	INRA AG	05 90 25 59 13	Dalila.petro@antilles.inra.fr
Tarcy	Jean-Yves	Syndicat JA	06 94 43 46 40	Tarc12000@yahoo.fr
Chair	Hana	CIRAD AGAP	04 67 61 55 48	Hana.chair@cirad.fr
Montabord	Gilbert	ARAG	06 94 21 79 98	Arag.973oo@yahoo.fr
Dizout	Alain	Chambre d'Agriculture	06 94 43 76 57	psfl@orange.fr
Roth	Mélina	Parc Amazonien	06 94 21 24 63	melina.roth@guyane-parcnational.fr
Vannière	Henri	CIRAD HORTSYS	04 67 61 58 62	henri.vannière@cirad.fr
Risede	Jean-Michel	CIRAD	04 67 61 49 21	risede@cirad.fr

Compte-rendu des discussions

L'évaluation variétale consiste à évaluer les performances des variétés dans le contexte guyanais sur différents aspects :

- agronomique (y compris l'évaluation des résistances aux bioagresseurs),
- qualité des produits,
- acceptabilité sociale,
- rentabilité économique.

Le groupe de travail identifie deux catégories d'espèces :

- celles pour lesquelles il serait intéressant d'introduire de nouvelles variétés en Guyane : l'igname, la banane, l'ananas, les agrumes et le poivron,
- celles pour lesquelles il semble plus intéressant de valoriser les espèces locales : l'igname, les palmiers, le cacao, la vanille et le café (et le manioc ?).

Le tableau ci-dessous récapitule les critères d'évaluation pour les différentes espèces :

	Espèces Introduites				
	Igname	Banane	Ananas	Agrumes	Poivrons
Evaluation participative multi-locale (conditions pédoclimatiques et type d'exploitations)	x	x	x	x	x
Performances agronomiques et Résistance aux BAG	Anthracnose, viroses	Maladies des raies noires	Complexe tache noire	Scab	Flétrissement bactérien
Acceptabilité et Qualité					
Organoleptique	x	x	x	x	
Sociale	x	x	x	x	

Post Récolte et transformation	x	x	x	x	-
Rentabilité économique					
Quantité	x	x	x	x	x
Régularité	x	x	x	x	x
Calibre	x	x	x	x	x

Il semble important cependant parallèlement à l'introduction de variétés d'explorer et recenser la diversité locale pour les ignames, les manguiers, les avocats, les palmiers, les agrumes et les bananiers.

Concernant les agrumes : 3 types d'acteurs sont identifiés :

- la structure d'amplification initiale qui reçoit les greffons introduits, assure la quarantaine et fournit des plants mères sains aux pépiniéristes. Cette structure pourrait être dans un premier temps localisée au CIRAD (Pointe Combi)
- les pépiniéristes chargés de multiplier les variétés et fournir les plants greffés aux agriculteurs,
- les agriculteurs.

Le groupe de travail discute ensuite des modalités de diffusion des variétés introduites ou évaluées :

- pour les Agrumes :

- La structure d'amplification initiale (CIRAD?) fournit les plants aux pépiniéristes
- Les pépiniéristes fournissent les plants greffés aux agriculteurs
- dans un second temps, il peut être envisagé de transférer la structure d'amplification à un opérateur qui reste à identifier : prévoir des formations, fiches techniques, cahier des charges ;
- la diffusion à un grand nombre de producteurs se fera via de la formation, des fiches techniques, et via l'évaluation participative des variétés.
- Attention : il est nécessaire de ré-introduire du matériel végétal sain tous les 3 ans (risque de mutation dans le temps,

- Pour les ignames :

- Diffusion informelle des variétés?
- Diffusion via l'évaluation participative ? Cibler 2 niveaux d'évaluation, pour toucher plus de producteurs
- Transfert de cette structure à un opérateur ? Formation, fiches techniques, cahier des charges

- Pour les ananas :

- Diffusion informelle des variétés?
- Diffusion via l'évaluation participative ? Cibler 2 niveaux d'évaluation, pour toucher plus de producteurs
- Transfert de cette structure à un opérateur ? Formation, fiches techniques, cahier des charges

- Pour la banane :

- Introduction de vitro-plants sains, sevrage et évaluation participative chez les agriculteurs. Puis multiplication végétative locale selon une technique horticole permettant de produire du matériel sain

Modalités de diffusion transversale :

- Via différents moyens de communication :

- Presse

- Fiches variétales
 - Techniciens de terrain
 - Journées techniques
 - Site Internet
- Transfert des connaissances vers l'intérieur de la Guyane :**
- Communes de l'intérieur doivent avoir accès aux connaissances
 - Structures-relais pour cette diffusion à l'intérieur, foires aux plantes
 - Penser à ce territoire, via le PAG ou associations de producteurs
 - Attention aux équilibres fragiles
-

Annexe 5 : Compte-rendu de l'atelier « Gestion de la fertilité et durabilité des sols productifs »

Animateur : Jorge Sierra (INRA)

Secrétaire : Marie-Béatrice Galan (Ambre Développement)



Participants

Nom	prénom	organisme	Tel	mail
Sanchez	Gilles	Agro-services	06 94 43 67 47	gillessan@yahoo.fr
De Roffignac	Laure	Assofwi	06 90 59 83 23	deroffignac.assofwi@yahoo.fr
Lebreton	Luc	DAAF/SALIM	06 94 22 16 18	luc.lebreton@agriculture.gouv.fr
William	Christophe	Conseil Général	0594295656	christophe.william@cg973.fr?
Mondesir	Serge	Conseil Général	295635	smondesir@cg973.fr?
Fèvre	Marcel	Mama Bobi	0694907832	mamabobi@wanadoo.fr
de Bon	Hubert	CIRAD	06 07 26 45 15	Hubert.de_bon@cirad.fr
Reboul	Noémie	CFPPA	0694986730	Noemie.reboul@educagri.fr
Goasduff	Mélina	Biosavane	06 94 21 17 11	Bio.savane@gmail.com
Camon	Rosalba	Exp. Agricole Ass. Jardin Esperance	0694911975	rosalmarg@hotmail.com
Brunstein	Elodie	SOLICAZ	06 94 42 21 13	Elodie.brunstein@solicaz.fr
Domenach	Anne-Marie	SOLICAZ	0694401306	anne-marie.domenach@solicaz.fr
Tarcy	Yves	Syndicat Jeunes Agriculteurs	0694434640	Tarc12000@yahoo.fr
Holland	Gordon	Manyok Emergence	0694418424	g.holland@orange.fr
Jovial	Serge	Manyok Emergence	0694244925	sjovial@wanadoo.fr
Sierra	Jorge	INRA	05 90 25 59 49	sierra@antilles.inra.fr

Compte-rendu des discussions

J Sierra rappelle les différents aspects de la fertilité des sols :

- fertilité chimique,
- fertilité physique et physico-chimique,
- fertilité biologique.

En Guyane, les sols sont très évolués. Ce sont des sols détritiques, sableux qui peuvent avoir des pH acides. Sous la forêt originale la plupart des nutriments sont stockés dans la biomasse végétale et non dans les sols. La forêt alors fonctionne en utilisant les nutriments recyclés dans la litière et ceux placés en profondeur. Après déforestation et brulis, les nutriments sont rapidement lessivés car les sols ont une très faible capacité de rétention. La conséquence est une réduction rapide de la fertilité. Il est donc nécessaire d'adopter des pratiques « robustes » (c'est-à-dire fiables et adoptables) qui restaurent la fertilité dans les systèmes où il y a eu déforestation.

J Sierra insiste sur le fait que la fertilité doit s'évaluer dans le court terme (p.ex. cycle d'une culture) mais aussi dans le long terme afin d'assurer la durabilité de l'agriculture guyanaise.

J Sierra propose 3 axes de travail :

- 1) élaboration d'un diagnostic de la fertilité à l'échelle de la Guyane, ce qui va nécessiter la réalisation d'analyses chimiques, physiques mais aussi biologiques.
- 2) étude de la fertilité dans les abattis (ce sont les systèmes les plus fragiles en termes de fertilité)
- 3) intégration de la réflexion sur la fertilité dans la conception des systèmes de culture.

Des expérimentations sont en cours pour tester différentes techniques de restauration et d'entretien de la fertilité. Les chercheurs se sont rendus dans l'exploitation de M Carbo qui teste du BRF (Bois Raméal Fragmenté). Il s'agit de copeaux de bois issus du broyage de végétation verte d'un diamètre inférieur à 10mm et épandus sur le sol. Les résultats sont empiriques (il n'y a pas d'état initial et pas de témoin) mais sont très intéressants : maîtrise de l'enherbement et rendement, probable amélioration de la fertilité du sol.

E Brunstein de Solicaz souligne l'importance du choix des terres dédiées à l'agriculture. Les terres attribuées aux agriculteurs sont souvent impropres à l'agriculture.

→ Il faudrait donner des éléments aux élus des communes pour qu'ils intègrent les caractéristiques des sols dans le zonage des zones agricoles des PLU.

Des cartes pédologiques existent à l'IRD mais pas pour tous les communes :

→ Il faudrait vérifier la disponibilité des cartes et voir dans quelle mesure ces cartes peuvent être utiles pour une analyse régionale de la fertilité des sols.

M Fèvre de l'association de Mamabobi informe les participants sur l'existence d'un amendement Rimane qui permet aux agriculteurs itinérants d'avoir le statut d'agriculteur reconnu par l'union européenne et d'intégrer dans le parcellaire de l'exploitation les parcelles non déforestées ou en jachère longue.

Il témoigne sur la réalisation d'essais à Apatou et Saint Laurent de semis de légumineuses pour améliorer les jachères.

J Sierra insiste sur la nécessité de diffuser des pratiques qui soient peu contraignantes pour les agriculteurs (notamment les agriculteurs bushinengués qui ont peu de trésorerie et qui sont peu équipés en matériel).

M Fèvre insiste sur la nécessité de recenser les savoirs faire traditionnels et se propose de participer à une enquête qui décrirait et formaliserait ces savoirs faire.

Plusieurs participants évoquent :

- le projet « Biomasse Energie », piloté par l'ADEME, qui vise à définir des modalités d'installation d'agriculteurs sur des parcelles déjà déforestées : la déforestation serait financée par la valorisation énergétique de la biomasse exportée.
- les travaux du CETIOM, qui a notamment testé l'utilisation un outil pour arracher et non abattre les arbres.

M Goasduff de Biosavane souhaiterait que le RITA permette de :

- tester et suivre les résultats de différentes techniques permettant l'amélioration de la fertilité,
- transférer ces résultats aux agriculteurs.

Elle souligne l'importance de s'inspirer de techniques utilisées en Amérique Latine et donc de faire une synthèse bibliographique.

Concernant les analyses de sol, E Brunstein souligne qu'il n'y a pas de laboratoire d'analyses de sol en Guyane et qu'il est nécessaire d'envoyer les échantillons en Métropole.

H De Bon fait remarquer que les investissements nécessaires pour créer un laboratoire sont très lourds et qu'il n'est pas envisageable de créer un tel outil en Guyane. Il sera donc nécessaire dans le programme d'actions de prévoir le coût des analyses et de transport des échantillons. Sur ce point la conclusion est que les analyses biologiques (indicateurs très sensibles aux variations de fertilité en temps réel) seraient réalisées en Guyane (Solicaz) et que les analyses chimiques seraient réalisées en métropole (laboratoire à identifier) et financés dans le cadre du RITA.

M-B Galan résume la teneur des discussions et met en avant que la gestion de la fertilité commence avant l'installation lors de l'attribution des terres et de la mise en valeur et se poursuit tout au long de la trajectoire de l'exploitation.

Les participants à l'atelier proposent ainsi les actions suivantes :

Phase de l'exploitation	Objectifs	Actions à prévoir
Avant l'installation	<ul style="list-style-type: none"> → Mettre à disposition des communes des cartes de fertilité des sols pour aider au zonage ZA dans les PLU (outil d'aide à la décision pour les élus des communes). → Mettre à disposition des techniciens et des agriculteurs une plaquette pédagogique de conseil qui : <ul style="list-style-type: none"> - compare les différents modes de déforestation (aspects économiques, fertilité) - donne des conseils d'implantation et de fertilisation 	<ul style="list-style-type: none"> - recenser les cartes existantes et les données disponibles, - mettre en place un dispositif d'analyses - faire une synthèse bibliographique sur les avantages/inconvénients des différents modes de déforestation - valoriser les travaux existants en Guyane (thèse CETIOM en cours, projet BIOMASSE Energie, synthèse Agroforesterie du réseau Rural etc.....) et <u>en dehors de la Guyane</u> (travaux au Venezuela, Brésil, etc.....)
Après l'installation	<ul style="list-style-type: none"> → Selon le projet agricole et le système de culture, proposer des conseils aux agriculteurs sur les techniques d'entretien et d'amélioration de la fertilité (physique, chimique, biologique) 	<ul style="list-style-type: none"> → Mettre à jour des fiches techniques au regard de l'utilisation des engrais minéraux → Mettre en place un réseau d'expérimentations participatives sur : <ul style="list-style-type: none"> - le Bois Raméal Fragmenté (Biosavane + Solicaz) - le compostage en station, chez agriculteurs (plateforme de compostage) - les plantes de couverture - les micro-organismes pour améliorer le sol, les biofertilisants, le biochar ; avec pour chaque expérimentation : des analyses, des descriptions des états initiaux, une fréquence de suivi, des comptes-rendus et des réunions de concertation et de bilans

Il est nécessaire pour les participants de l'atelier de :

- mettre en place un **groupe de travail** (= les participants à l'atelier) pour affiner ces propositions d'action ;
- d'autre part de confier la coordination de ces actions (et la réalisation de certaines) à un ingénieur R et D spécialisé.

Lors des prochaines réunions du groupe de travail, il sera nécessaire de préciser l'implication des différents partenaires.

Annexe 6 : Compte-rendu de l'atelier « Gestion des connaissances et des informations »

Animateur : Claudie Pavis (INRA)

Secrétaire : Christophe Mittenbuhler (DAAF)



Participants

Nom	prénom	organisme	Tel.	E.mail
Lecaille	Jérémy	Jeunes Agriculteurs	06 94 38 44 13	JEUNES.AGRICULTEURS@gmail.com
Jacolot	Philippe	DAAF/SALIM/SOG	05 94 34 74 06	Philippe.jacolot@agriculture.gouv.fr
Anger	Nathalie	CIRAD Kourou	06 94 38 26 51	anger.nathalie@gmail.com
Guyot	Jean	CIRAD Kourou	05 94 32 73 57	jean.guyot@cirad.fr
Chaix	Juliette	CIRAD Kourou	06 94 38 61 91	juliette.chaix@cirad.fr
Traissac	Stéphane	AgroParisTech Kourou	06 94 12 80 08	Stephane.traissac@ecofog.gf
Lesourne	David	Parc Amazonien de Guyane	06 94 18 33 34	david.lesourne@guyane-parcnational.fr
Pavis	Claudie	INRA	06 90 34 38 24	claudie.pavis@antilles.inra.fr
Mittenbuhler	Christophe	DAAF/SFEAF	05 94 29 63 33	christophe.mittenbuhler@agriculture.gouv.fr

Compte-rendu des discussions

C Pavis rappelle tout d'abord le contexte et les enjeux de la gestion des connaissances sur l'agriculture guyanaise.

L'ensemble des acteurs RFD en Guyane a été et continue d'être engagé dans des activités diverses, qui aboutissent à de la production de connaissances. Cette connaissance prend des formes telles que rapports (d'études, d'activités, d'essais, de missions...), publications (scientifiques, techniques...), fiches techniques, supports de formation etc...

En parallèle, ces acteurs disposent de fonds documentaires en lien avec l'agriculture dans la zone (bibliographie, documents d'orientation etc...).

L'ensemble de ces informations, des plus anciennes aux plus récentes, est pour le moment peu partagé. En parallèle, le turn-over relativement rapide d'une partie des acteurs et leur dispersion sur un territoire de grande taille, rendent la communication difficile au sein du réseau RFD.

Ces éléments ne sont donc pas favorables à la transmission et la capitalisation de l'expertise, ce qui nuit à la cohérence et au suivi des actions mises en œuvre en matière de transfert et d'innovation.

Le groupe de travail propose que le RITA **mette en œuvre des méthodes et des moyens techniques pour mettre à disposition des ressources bibliographiques (existantes ou à venir) sur les thèmes agricoles en Guyane, voire plus largement DOM**. Le public visé est principalement la profession agricole (agriculteurs et techniciens).

L'objectif serait de disposer d'un outil web facile à utiliser et à incrémenter, permettant de gérer et mettre à disposition l'information liée au RITA de Guyane.

Une discussion a lieu sur l'intérêt de créer aussi une « **cellule** » **documentaire physique** sur les thèmes de l'agriculture et des productions végétales avec un lieu central, mais aussi des accès plus répartis sur le territoire. Une personne devrait alors être chargée de gérer et orienter les usagers.

Le groupe récapitule les outils web existants :

- la base Biguynie d'AgroParisTech (<http://www.ecofog.gf/biguynie/>) qui contient toutes les références bibliographiques sur le développement rural existants en Guyane, en particulier celles de la bibliothèque d'AgroParisTech/CIRAD/Ecofog de Kourou. Il n'y a pas de téléchargement possible des documents. Cette base a été financée par le Réseau Rural (PDRG). Moyens humains très limités depuis 2 ans, retard dans l'avancement.

- Suite à l'étude INRA/Ambre Développement, un prototype de site « Agrottransfert » a été créé avec la possibilité de télécharger les documents.

- le Site Internet de l'AAAAG, qui donne accès à des références techniques sur les productions tropicales. L'association dispose de faibles moyens actuellement (bénévolat) et bénéficie d'un appui de l'Université belge. Elle met à disposition des usagers uniquement des documents libres de droits. 7.000 documents sont classés, mais l'association dispose de plus 10.000 références à classer. Partenariat avec une entité pour le site Internet.

- la Base de données interne du PAG : environ un millier de documents numériques, pas de possibilités d'accès au public physique.

- la DAAF dispose de rapports d'activités des projets d'appui techniques financés par le PDRG (111A et B) qui pourraient être mis à disposition du plus grand nombre.

- l'INRA Antilles- Guyane a **développé un site de gestion de l'information** relative à l'innovation et au transfert dans les DFA : **Trans-FAIRE** (<http://transfaire.antilles.inra.fr/>) qui met à disposition des documents téléchargeables. Des modules complémentaires peuvent être développés sur ce système de gestion de contenus. On y trouve des fiches de synthèses sur les thèmes de recherche, des résultats, soit finis, soit en cours. Il s'agit de « l'état de l'art » en terme de recherche sur un sujet donné. Le CIRAD n'est pas encore impliqué car n'a pas de moyens humains à y consacrer.

- l'INRA national dispose d'un site Prod'INRA, qui contient toutes les publications des chercheurs.

- le CIRAD a créé la base AgriTrop qui contient toutes les publications des chercheurs depuis 40 ans, y compris celles concernant la Guyane. Les publications sont souvent à Montpellier, mais il est possible de les obtenir via le centre de Kourou.

- l'IRD dispose de la base HORIZON (surtout sur les abattis).

- dans le cadre de la mise en place des RITA, l'ACTA va aussi réfléchir à des outils interDOM. Ce thème fait partie des 10 priorités de la feuille de route nationale des RITA.

- l'animateur du syndicat JA973 réalise actuellement un site Internet, où les adhérents pourront eux-mêmes rajouter des ressources. L'outil est simple et sera alimenté directement par les contributeurs.

- le RITA de La Réunion : une action sur financement CIOM concerne l'acquisition de références expérimentales.

Il existe ainsi des centres de documentation « physiques » :

- le centre de document d' AgroParisTech de Kourou : il existe des docs sur l'agriculture
- le centre de document de l'EPL et des MFR

La bibliothèque d'AgroParisTech peut recevoir des documents destinés à un accès physique.

Le groupe de travail souligne le besoin au niveau du RITA d'un centre de documentation physique avec un gestionnaire ; ce centre doit être pérenne. Dans les centres actuels, il n'y pas de marges de manœuvre pour libérer des moyens humains.

Le groupe discute ensuite du cahier des charges de l'outil à mettre en place.

- **Les contributeurs doivent avoir la possibilité d'alimenter l'outil** (ne pas dépendre d'un « administrateur / webmaster » qui ferait le filtre de toute proposition). Des outils simples existent
- **Les utilisateurs potentiels : tous en lien avec le RITA**
 - des demandes d'étudiants « du monde entier » ;
 - les groupements de producteurs et Chambre d'Agriculture : les techniciens surtout, quelques agriculteurs ;
 - les instituts techniques ;
 - des entreprises ;
 - les institutions : collectivités qui financent des actions d'appui techniques, services de l'Etat et Etablissements Publics (PAG, PNRG) ;
 - institutions de recherche et enseignement agricole et supérieur ;

- **Types de documents :**

Le plus large possible, dans le champ des problématiques de productions végétales, y compris documents d'orientation et de politique agricoles, agro-économie.

- **Structuration de l'information dans la base Internet :**
 - Prendre exemple sur Trans-Faire.
 - Avoir un annuaire des personnes et des institutions (contacts), sous forme de « fiche acteur » ou de listes, mentionnant le rapport avec le RITA.
 - Forum ? non car compliqué !
 - Actualités : en page d'accueil, avec évènements du moment
 - Des liens sur les sites externes.
- **Profils d'utilisateurs : consultation ouverte à tous.**

Questions - Débats :

- **Possibilité d'avoir un espace à accès restreint** pour des documents non finalisés, ou pour l'animation et le pilotage des divers projets au sein du RITA végétal ?

Cela revient à un outil de travail collaboratif au sein des projets : c'est un vrai besoin, mais n'est-ce pas au delà du sujet prioritaire qui serait la diffusion d'informations techniques ?

Les chefs de projets et l'animateur du RITA auront ce besoin.

↳ la question reste à trancher. Voir l'outil de l'ACTA au niveau national concernant les RITA

- **Elaborer des trames de protocoles et de comptes-rendus d'essais ?**

Les chercheurs impliqués vont apporter leurs compétences pour définir des protocoles solides, mais pas forcément standardisés.

↳ Besoin de formation sur les aspects méthodologiques pour tous les techniciens et agriculteurs qui seront impliqués dans le RITA.

Annexe 7 : Compte-rendu de l'atelier « Systèmes de culture et itinéraires techniques mobilisant des méthodes alternatives à la lutte chimique »

Animateur : Jean Guyot (CIRAD)
Secrétaire : Régis Tournebize (INRA)

Participants

Nom	Prénom	Organisme	Tel.	E.mail
Guyot	Jean	CIRAD Kourou	05 94 32 73 57	jean.guyot@cirad.fr
Tournebize	Régis	INRA Antilles Guyane	05 90 25 59 76	Regis.tournebize@antilles.inra.fr
Domenach	Anne-Marie	SOLICAZ	0694401306	anne-marie.domenach@solicaz.fr
Goasduff	Melina	Biosavane	06 94 21 17 11	Bio.savane@gmail.com
Gourmel	Charlotte	Biosavane	06 94 27 91 26	charlotte.gourmel@voila.fr
Galan	Marie-Béatrice	Ambre Développement	05 90 99 9001	Marie-beatrice.galan@ambre-dev.fr
Sierra	Jorge	INRA Antilles Guyane	05 90 25 59 49	sierra@antilles.inra.fr
Laplace	Damien	DAF/SALIM	06 94 21 86 21	damien.laplace@agriculture.gouv.fr
Debon	Hubert	CIRAD	06 07 26 45 15	Hubert.de_bon@cirad.fr
Deroffignac	Laure	ASSOFWI	06 90 59 83 23	deroffignac.assofwi@yahoo.fr
Demade- Pellorce	Laura	DAF/SALIM	06 94 99 47 08	Laura.demande.pellorce@agriculture.gouv.fr
Oberlis	Elsa	CIRAD Kourou	06.94.23.03.55	elsa.oberlis@cirad.fr
Lesourne	David	Parc Amazonien	06 94 18 33 34	David.lesourne@guyane-parcnational.fr
Mittenbuhler	Christophe	DAF	05 94 29 63 33	christophe.mittenbuhler@agriculture.gouv.fr
Camon	Rosalba	Association GAJE (Ass. Jardin Esperance)	05 94 30 89 78/ 06 94 91 1975	rosalmarg@hotmail.com
Bouteiller	Pierre	Exploitation EPPLEFPA Matiti	0694278102	Pierre.bouteiller@educagri.fr
Gentil	Eve	CFPPA Guyane	06 94 96 92 93	eve.gentil@educagri.fr

Compte-rendu des discussions

J Guyot rappelle les enjeux en Guyane : compte tenu de la pression de maladies et ravageurs en Guyane et du faible nombre de produits autorisés, il est urgent de diffuser aux producteurs des méthodes alternatives pour leur permettre de continuer à produire.

Il énumère ensuite les problèmes rencontrés lors des visites et aussi ceux identifiés dans le cadre des réunions ECOPHYTO. Parmi l'ensemble des problèmes :

- Cercosporiose noire du bananier
- Flétrissement bactérien qui affecte les solanacées
- Complexe des tâches noires sur ananas
- Chrysomèles sur cucurbitacées
- Fourmis manioc
- le Scab des agrumes
- les problèmes d'enherbement

Dans le cadre du plan Ecophyto, des expérimentations ont été faites et certaines sont prévues sur 2012 pour tester des techniques alternatives. Le RITA peut permettre d'approfondir certaines thématiques, en amenant les compétences de la recherche et en réalisant des essais complémentaires qui pourront être financés en parti par les crédits ECOPHYTO. La répartition des actions entre les crédits CIOM et crédits ECOPHYTO sera à raisonner et à optimiser aux vus de l'ensemble des actions qui seront identifiées lors des ateliers.

Il est donc nécessaire de cibler les actions du RITA sur quelques unes des thématiques identifiées pour lesquelles il est possible d'avoir des résultats dans les 2 années à venir.

J Guyot souligne l'importance de réaliser un suivi des maladies pour informer les producteurs des niveaux d'infestation et de la présence de certaines maladies ou ravageurs dans les différentes zones agricoles.

La DAAF a mis en place chez M Heu un essai « mouche des fruits » dans son verger de goyaviers et souhaite poursuivre ce travail avec l'appui de la recherche.

M Goasduff informe le groupe de travail sur le travail réalisé par C Gourmel, qui consiste à inventorier les ravageurs et auxiliaires rencontrés en Guyane.

H De Bon souligne que ce travail ne sera que partiel et qu'il faut trouver un expert qui puisse apporter son appui scientifique. L'identification est un travail long et très spécifique.

Il existe un catalogue des ravageurs en Guyane IRD 1988.

Concernant le flétrissement bactérien, deux stages ont été réalisés en 2011 et 2012 avec l'appui de P. Deberdt (CIRAD, PRAM Martinique). Des expérimentations sont en cours avec un financement de RITA à Matiti : il s'agit d'essais « solarisation (4 lieux) », et « plantes de service ». Le comité de suivi du projet Flétrissement bactérien a envisagé de déposer un projet sur des fonds FEADER (ou FEDER) pour poursuivre les expérimentations et disposer d'un technicien.

J Guyot souhaite que pour les thématiques évoquées, les membres de l'atelier définissent plus précisément ce qui va être fait.

M-B Galan répond que la définition d'un protocole précis (surface concernée, choix des producteurs, évaluation du coût des essais, etc...) ne pourra être fait qu'après avoir identifié les thématiques phytosanitaires « prioritaires ». Les participants à l'atelier qui souhaitent s'impliquer seront par la suite sollicités.

M Fèvre insiste sur la richesse des savoirs-faire paysans qu'il faudrait capitaliser. Mais les autres membres soulignent que les agriculteurs communiquent peu sur leurs pratiques.

P Bouteiller attire l'attention sur la nature des essais à mettre en place chez les agriculteurs : il faut plutôt favoriser les essais « simples et démonstratifs » comme par exemple des essais variétaux, qui permettent d'avoir la confiance des producteurs. Des essais « de type recherche » risquent de démotiver les agriculteurs qui ne verront pas nécessairement l'intérêt d'essais peu probants et qui leur donnent des contraintes supplémentaires.

C Mittenbuhler informe les participants que l'actualisation du référentiel technico-économique est terminée et que d'autre part, la création d'un réseau de références sur le secteur du végétal, à l'image du réseau mis en place sur les productions animales, est prévue pour début 2013.

Synthèse des thématiques retenues par le groupe de travail :

Thème	Livrable/ opération	Moyens ETP
Ananas	- Lutte contre enherbement : essais paillage - complexe taches brunes : diagnostic Suivi/ comptage essai filet - Rejets : essai TIF BIO → compte-rendu des essais et rédaction d'une fiche technique ananas	CFPPA, CIRAD, INRA Producteurs de Corossony 1 stagiaire + 0,5 ETP sur 2 ans
Mouche des fruits	Suivi des essais en cours (Développement variétés : agrumes, mangues, avocat)	DAAF 0,5 ETP sur 1 an Voir atelier évaluation variétale

Flétrissement bactérien	Suivi et coordination des essais en cours	Doctorant 3 ans ? CIRAD Thèse CIFRE 3 ans
Scab	Essai avec Heliocuvire Essais nouvelles variétés : introduction et multiplication, → compte-rendu et fiche essais	Producteurs/ OPA ASSOFWI CFPPA ? Stagiaire
Enherbement verger	Plante de couverture Pailage / BRF (voir atelier fertilité des sols)	Solicaz, INRA, CIRAD, groupe de travail : Biosavane, lycée Matiti, APPFLG
Toutes cultures	Etat des lieux des maladies – épidémiologie – surveillance – compléter les manques : viroses, nématodes,	CIRAD / INRA 1ETP patho-nématodes 1 mission virologie Guide des maladies et ravageurs de Guyane
Maraîchage	Essais variétaux	Lycée Matiti, CIRAD/ producteurs stagiaires
Cultures vivrières	Essais association des cultures dans les systèmes traditionnels	CNRS, Parc, IRD...

Annexe 8 : Compte-rendu de l'atelier « innover afin d'accroître les revenus des exploitations en production végétale en créant de nouveaux débouchés »

Animateur : Elise Le Bihan (DAAF), Laurent Parrot (CIRAD),

Secrétaire : Christophe Bugaud (CIRAD)

Participants

Nom	prénom	organisme	Tel.	E.mail
Anger	Nathalie	CIRAD	0694382651	anger.nathalie@gmail.com
Boullanger	Bernard	Délices de Guyane	0694431832	boullanger@orange.fr
Brunstein	Elodie	SOLICAZ	0694422113	alodie.brunstein@solicaz.fr
Bugaud	Christophe	CIRAD	0696423098	bugaud@cirad.fr
Chaix	Juliette	CIRAD	0694386191	juliette.chaix@cirad.fr
Fèvre	Marcel	Agriculteur	0694907832	n.d.
Fourtet	Nicolas	FD MFR Guyane	0694131511	nicolas.fourtet@mfr.asso.fr
Jacotot	Philippe	DAAF/SALIM	0694347406	philippe.jacotot@agriculture.gouv.fr
Le Bihan	Elise	DAAF/SFEAF	0594296303	elise.lebihan@agriculture.gouv.fr
Lebreton	Luc	DAAF/SALIM	0694221618	luc.lebreton@agriculture.gouv.fr
Parrot	Laurent	CIRAD	0689592564	laurent.parrot@gmail.com
Traissac	Stéphane	AgroParisTech	0694128008	stephane.traissac@ecofog.gf

Compte-rendu des discussions

E Le Bihan dresse un premier constat concernant la commercialisation des F et Légumes en Guyane.

Actuellement la majorité des F&L de Guyane est vendue en vente directe sur les marchés par les producteurs eux-mêmes ou des revendeurs. Les prix de vente pratiqués sont deux fois plus élevés qu'aux Antilles. La filière F&L est très peu structurée. Certaines initiatives de regroupement de l'offre ont vu le jour ces dernières années : il s'agit de l'UPAM dans l'Ouest guyanais, qui a conclu des contrats avec l'économat des armées ou des cantines scolaires. Mais globalement, les démarches professionnelles de regroupement de l'offre pour satisfaire la demande de la clientèle de gros ont beaucoup de mal à se mettre en place (non respect des contrats et vente au prix du marché), au bénéfice d'un marché de produits importés (échec de la coopérative Saveurs d'Amazonie).

La production est peu diversifiée. L'offre ne correspond pas vraiment à la demande. Beaucoup d'agriculteurs repartent des marchés avec des invendus. Le principal agro-transformateur (Délices de Guyane) a du mal à s'approvisionner en produits locaux. Les autres le font avec des produits importés.

Un premier débat a lieu sur la demande des consommateurs : préfèrent-ils acheter des produits guyanais ou des produits importés moins chers ? Quelles seront les évolutions futures de ces préférences avec le développement des GMS ? Les avis sont partagés. Ils le sont aussi sur les causes des invendus au niveau des producteurs

→ **le groupe de travail propose de mieux caractériser la demande locale en fruits et légumes** : quelle est la part achetée dans les grandes surfaces ? et dans les marchés de détail ? Quelle est la demande des acteurs de la filière (grossistes, GMS, transformateurs ?

D'autre part, il paraît nécessaire **également de mieux préciser l'offre et d'évaluer des indicateurs socio-économiques** tels que les volumes de production, la fluctuation des prix, les volumes de produits importés, etc ...

Plusieurs pistes prometteuses sont évoquées pour accroître et régulariser le revenu des agriculteurs (et développer des emplois) :

- la diversification des productions pour répondre à une demande de produits locaux existante et peu satisfaite (fruits amazoniens, plantes aromatiques et médicinales, café, cacao...);
- la mise en place de circuits de commercialisation peu couverts (grande distribution et les grossistes) mais qui requièrent une organisation des producteurs en amont ;
- la vente directe aux consommateurs sous forme de paniers citoyens (AMAP) ;
- la mise en place de démarches de qualité afin de se démarquer de la production conventionnelle, des importations légales et illégales du Surinam ;
- l'agro-transformation.
- L'export

Mais peu de projets se développent malgré la présence de financements publics destinés à les encourager et à les soutenir.

Le groupe analyse ensuite pour chaque piste les forces et faiblesses.

Activités des producteurs	Forces	Faiblesses , risques et causes d'échec
Fournir les GMS, restauration collective, entreprises d'agro transformateurs	Demande, volumes, trésorerie, garantie de la vente	Marges, respect des contrats
Développement de nouvelles productions (PAPAM, fruits) / <i>Extrativisme</i>	Demande, santé, énergie, cosmétique, diversité génétique, culture de diversification	Peu ou pas de connaissances sur les savoirs faire traditionnels répertoriés
Agro-transformation	Augmentation de la VA et valorisation des invendus	Intégration des métiers, coûts de l'équipement, absence d'accompagnement pour le suivi de la réglementation (sanitaire, certification,...) Pas d'accompagnement sur les procédés
Démarche qualité	Différenciation produit, augmentation de la VA, subventions, nouveaux marchés (+export)	Investissement initial et personne ressource à identifier, marché mature nécessaire

Pour régulariser les approvisionnements et pouvoir ainsi fournir les GMS ou la restauration collective, plusieurs voies sont possibles :

- améliorer les pratiques agricoles (régulariser les rendements, contrôler la pression de maladies). Cette voie sera abordée probablement dans l'atelier « systèmes de cultures et itinéraires techniques »
- utiliser des variétés adaptées au contexte pédoclimatiques et à la demande (lien à faire avec l'atelier 1 : introduction et diffusion de matériel végétal sain).
- regrouper l'offre :
 - étudier la viabilité des regroupements de producteurs,
 - étudier la faisabilité d'un centre de collecte, stockage et transport.

→ Il conviendrait aussi de réaliser un état des lieux des projets qui ont échoué, ceux en cours ou à venir dans chacune des pistes proposées et d'analyser les facteurs de réussite et d'échecs (exemple de l'échec de la coopérative Saveurs d'Amazonie).

Concernant les signes de qualité, certains produits guyanais pourraient faire l'objet d'un signe officiel de qualité, compte tenu de leur notoriété et de leurs caractéristiques. Il s'agit :

- du Couac, qui pourrait faire l'objet d'une Appellation d'Origine Protégée (AOP)
- du palmier Wassai et des plantes médicinales : Spécialité traditionnelle Garantie (STG)
- de l'ananas bouteille de Corossony qui pourrait, compte-tenu de ses caractéristiques organoleptiques et de sa zone de production spécifique, faire l'objet d'une Indication Géographique Protégée (IGP).

→ Des **études de faisabilité** se révéleront nécessaires pour identifier si les conditions sont réunies pour lancer une démarche de SOQ. La création d'une marque locale pourrait être un premier pas.

Concernant les projets d'agro-transformation, la recherche peut apporter un appui pour améliorer certains procédés de transformation sur lesquels il y a une demande (toloman, huiles essentielles, jus de wassai, chips de légumes, fruits ou tubercules). Des contacts ont déjà été pris par certains agro-transformateurs et par le technicien de l'atelier relai de l'Association Ouest-Agro-Transformation avec notamment Guyane Technopole et le Centre de Valorisation des Glucides (CVG).

D'après E Lebihan, le besoin des porteurs de projet est d'avantages sur les aspects juridiques, réglementaires et conduite de projet que sur les process de transformation.

Le groupe de travail n'a pas eu le temps de préciser les moyens nécessaires pour mettre en œuvre les actions identifiées. Mais une proposition sera faite par les animateurs lors du séminaire du lundi 11 juin.

Annexe 9 : Synthèse des visites de terrain

Cf document joint

		<i>Visites</i>
Lundi 4 juin	Matin	RDV avec Marc Rozan, technicien de l'APAPAG, Visite de l'exploitation de Mr HEU Ka Yeng, Wayabo, APAPAG (Verger de goyaviers, expérimentation mouches des fruits)
	Après-midi	Visite de l'exploitation de Chloé Magnone, APAPAG : pb de valorisation de 60ha en forêt en pente (→agroforesterie) Visite de l'Atelier Ray-do-waçai, Cayenne : jus de waçai, comu, patawa,
Mardi 5 Juin	Matin	RDV, avec JE Begard, CFPPA à l'Auberge de l'Approuague, Regina. - Réunion avec les agriculteurs du secteur et discussion sur les problèmes rencontrés dans la filière ananas , Projection du film de David Yang Visite des parcelles de David YANG (ananas) , Pierre HEU (ananas) et Jean-Marie VANG (ananas, agrumes)
	Après-midi	Réunion à l'EQI de Cacao avec les agriculteurs Discussion avec le président du syndicat hmongs de Cacao Mr Ly Chao. Visite de la pépinière de Mr Hu YA Visite de l'exploitation de Bernard Mboua
Mercredi 6 Juin	Matin	Visite du marché de Cayenne Réunion avec M Boulanger, président de l'Interprofession Fruits et légumes Visite de l'exploitation du lycée agricole de Matiti
	Après-midi	RDV avec Melina Goadsuff, Biosavane Visite de l'exploitation de Charles CARBO, piste de Saint Elie : 1ha de maraichage (essai BRF, solarisation,...), 4ha de verger (agrumes, avocat, annonacées), élevage de buffles.
Jeudi 7 Juin	<i>Matin</i>	RDV à Javouhey, avec Aubéri Petite, (ApFFLG) Visite de l'exploitation de l'exploitation : XIONG Tons Visite d'un abattis bushinengue, adhérent du GDA de Mana Visite de la pépinière de Marlène Hardjopawiro (Saint Laurent),
	<i>Après-midi</i>	RDV avec Caroline Varin (GDA Mana), Visite d'un atelier de fabrication de chips, Mme Soederman + discussion avec l'association Ouest Agro-Transformation sur projet de l'atelier collectif (avec Nicolas Fourtet de la MFR de Mana et Samuel Assemat de la CCOG. M Achille, producteur de Toloman et Jocelyne Moutoussami. Visite d'un abattis haitien (Molaine Janvier, GDA) tubercules, banane,

Annexe 10 : Liste des membres de la mission RITA végétal juin 2012 : CIRAD, INRA, DAAF

Nom	Organisme/Région	Coordonnées/Mail/Tél.	Domaine de compétence (mots clés)
ANGER Nathalie	CIRAD GUYANE (KOUROU, Interreg)	anger.nathalie@gmail.com	Qualité et Certification, Centre de Ressources biologiques (CRB)
BUGAUD Christophe	CIRAD QUALISUD MARTINIQUE	bugaud@cirad.fr 05.96.42.30.98	Signes officiels de qualité
CHAIR Hana	CIRAD MONTPELLIER	Hana.chair@cirad.fr 06.22.98.03.38	Recherche variétale : racines et tubercules
DE BON Hubert	CIRAD MONTPELLIER UR HORTSYS – Agronome	Hubert.debon@cirad.fr 06.07.26.45.15	Maraichage en zone tropicale
DEMADE-PELLORCE Laura	DAAF GUYANE SALIM	laura.demade-pellorce@agriculture.gouv.fr 05.94.31.45.47	Expérimentations dans le cadre du plan ECOPHYTO
DE ROFFIGNAC Laure	ASSOFWI – Vieux Habitants GUADELOUPE	deroffignac.assofwi@yahoo.fr 06.90.59.83.23	Animation du groupement de producteurs de fruits et légumes/ gestion station expérimentale de Vieux Habitants
GALAN Marie Béatrice	AMBRE Développement, agronome consultante	marie-beatrice.galan@ambre-dev.fr	Montage de projets de R et D Organisation/ animation séminaire
GARCIA Romain	CIRAD GUYANE	romain.garcia@cirad.fr	Appui logistique et communication Montage projets européens
GUYOT Jean	CIRAD GUYANE	jean.guyot@cirad.fr 05.94.32.73.37	Hévéa Flétrissement bactérien sur Solanacées
LAPLACE Damien	DAAF GUYANE SALIM Chef de projet Ecophyto	damien.laplace@agriculture.gouv.fr 06.94.21.86.21	Ecophyto, Organismes nuisibles aux cultures, Expérimentations
LEBRETON Luc	DAAF GUYANE SALIM Chef d'Unité Offre et Qualité alimentaire	luc.lebreton@agriculture.gouv.fr	
MITTENBUHLER Christophe	DAAF, adjoint au chef du SFEAF	christophe.mittenbuhler@agriculture.gouv.fr	
PARROT Laurent	CIRAD MONTPELLIER UR HORTSYS – Economiste	laurent.parrot@cirad.fr 06.89.59.25.64	Agro-économiste
PAVIS Claudie	INRA – ASTRO GUADELOUPE	claudie.pavis@antilles-inra.fr 06.90.34.38.24	Coordination des CRB Gestion documentaire
PETRO Dalila	INRA – ASTRO GUADELOUPE	dalila.petro@antilles-inra.fr 05.90.25.59.13	Variétés et conduites culturales Ignames

RISEDE Jean-Michel	CIRAD MONTPELLIER UR HORTSYS	risede@cirad.fr 04.67.61.49.21	Ananas/banane
SIERRA Jorge	INRA ASTRO GUADELOUPE	sierra@antilles-inra.fr 05.90.25.59.49	Pédologue/gestion de la fertilité
THEVENIN Jean-Marc	CIRAD Kourou	05 94 32 73 60 Jean-marc.thevenin@cirad.fr	Cacao Gestion de la station de la pointe Combi
TOURNEBIZE Régis	INRA ASTRO	regis.tournebize@antilles-inra.fr 05.90.25.59.76	Lutte contre l'enherbement Plantes de service
VANNIERE Henri	CIRAD MONPELLIER UR HORTSYS Agronome	henri.vanniere@cirad.fr 04.67.61.58.62	Arboriculture

UR : unité de recherche

UR HORTSYS : systèmes horticoles = arboriculture fruitière et maraîchage

UR ASTRO : agrosystèmes tropicaux

UMR Qualisud : unité mixte de recherche « Démarche intégrée pour l'obtention d'aliments de qualité ».

